

RÉPUBLIQUE DÉMOCRATIQUE DU CONGO



MINISTÈRE DU BUDGET

DOCUMENT N°2

**RAPPORT SUR L'ÉVOLUTION DE LA
SITUATION ÉCONOMIQUE ET
BUDGETAIRE**

(Justifiant le projet de loi de finances rectificative 2021)

Kinshasa, Septembre 2021

SOMMAIRE

| | |
|---|-----------|
| SOMMAIRE | ii |
| LISTE DES ACRONYMES | 1 |
| INTRODUCTION | 2 |
| I. EVOLUTION DE LA SITUATION ECONOMIQUE EN 2021 | 4 |
| 1.1. Evolution de la situation économique internationale..... | 4 |
| 1.1.1. Inflation mondiale..... | 6 |
| 1.1.2. Cours des principaux produits de base | 6 |
| 1.1.2.1. Prix des métaux..... | 6 |
| 1.1.2.2. Prix des produits agricoles | 7 |
| 1.2. Evolution de la situation économique nationale | 8 |
| II. EVOLUTION DE LA SITUATION BUDGETAIRE AU COURS DE L'EXERCICE 2021 | 11 |
| 2.1. Rappel des prévisions budgétaires initiales..... | 11 |
| 2.1.1. Prévisions des recettes | 11 |
| 2.1.2. Prévisions des dépenses | 12 |
| 2.2. Exécution de la loi de finances à fin Juin 2021 | 12 |
| 2.2.1. Mobilisation des Recettes | 13 |
| 2.2.2. Exécution de dépenses | 18 |
| 2.2.3. Solde budgétaire à fin juin 2021 | 22 |
| 2.3. Motivation de l'élaboration du projet de loi de finances rectificative de | |
| l'exercice 2021 | 23 |
| 2.3.2. L'impact de l'évolution de la situation économique et budgétaire..... | 24 |
| 2.3.2.1. L'amélioration des indicateurs macroéconomiques..... | 24 |
| 2.3.2.2. La modification du niveau des recettes | 24 |
| III. CONFIGURATION DU PROJET DE LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE 2021..... | 26 |
| 3.1. Nouvelle configuration budgétaire de l'exercice 2021..... | 26 |
| 3.1.1. Configuration des recettes | 26 |
| 3.1.2. Configuration des dépenses | 29 |
| 3.1.2.1. Dépenses du Budget général | 29 |
| 3.1.2.2. Dépenses des Budgets annexes | 31 |
| 3.1.2.3. Dépenses des Comptes spéciaux | 31 |
| CONCLUSION..... | 32 |

LISTE DES ACRONYMES

| | |
|----------|--|
| BAD | : Banque Africaine de Développement |
| BCC | : Banque Centrale du Congo |
| BPO | : Budget Pour Ordre |
| CDF | : Franc Congolais |
| CESCN | : Commission des Etudes Statistiques et Comptes Nationaux |
| CPCM | : Comité Permanent du Cadrage Macroéconomique |
| Covid-19 | : Corona Virus Disease 2019 (Maladie à corona virus 2019) |
| DGDA | : Direction Générale des Douanes et Accises |
| DGI | : Direction Générale des Impôts |
| DGPPB | : Direction Générale des Politiques et Programmation Budgétaire |
| DGRAD | : Direction Générale des Recettes Administratives, Judiciaires Domaniales et des Participations |
| FC | : Franc Congolais |
| IBP | : Impôt sur les Bénéfices et Profits |
| IERE | : Impôt Exceptionnel sur les Rémunérations des Expatriés |
| PIB | : Produit Intérieur Brut |
| PTR | : Plan de Trésorerie |
| RDC | : République Démocratique du Congo |
| TVA | : Taxe sur la Valeur Ajoutée |
| USD | : United States Dollar (Dollar Américain) |
| FMI | : Fonds Monétaire International |

INTRODUCTION

Le Projet de Loi Rectificative de l'exercice 2021 est essentiellement justifié par la prise en compte de nouvelles orientations du Programme d'Actions du Gouvernement, investi le 26 avril de l'année en cours par l'Assemblée Nationale.

Certaines des actions de ce programme n'ayant pas été prévues dans la Loi de finances initiale, il s'est avéré nécessaire de les intégrer dans un collectif budgétaire comme l'exige la Loi relative aux Finances Publiques (LOFIP) en ses articles 18, 26, 27, 35, 77 et 80.

Aussi, le projet de loi de finances rectificative de l'exercice 2021 tient-il compte de la modification apportée à la taille et la structure gouvernementale, qui passe de 65 à 57 membres, entraînant la fusion de certains ministères, la suppression des uns et la création des autres. Cette situation, ayant un impact budgétaire, a occasionné la reconfiguration du budget initial par la création et la suppression de certaines lignes budgétaires et par conséquent, une réaffectation des dépenses au profit des ministères ou sections budgétaires devant mettre en œuvre le Programme du Gouvernement.

Par ailleurs, au regard de l'évolution de la situation économique actuelle du pays, il convient de relever également une nette appréciation des indicateurs macroéconomiques de l'exercice 2021, attestée par une croissance du PIB prévue à **4,9%** contre l'objectif de **3,2%** fixé dans la loi de finances initiale.

Pour ce qui est du rythme de formation des prix intérieurs, une amélioration est ainsi observée. En effet, l'inflation initiale se situait à **8,8%** alors que le niveau d'inflation attendu à fin 2021 serait de **6,0%**.

Au niveau du marché de change, il y a lieu de relever une nette appréciation de la monnaie nationale par rapport au dollar américain avec un taux de change, passant de **2.067,80 FC** le dollar à **2.006,7 FC** le dollar américain, comme le montre le tableau 2 ci-dessous.

Le présent rapport porte sur la situation économique et budgétaire justifiant les dispositions ou modifications de la Loi de finances initiale de l'exercice 2021, en exécution de l'article 80, alinéa 1^{er} de la LOFIP. Il est structuré en trois points suivants :

- Evolution de la situation économique en 2021 ;

- Présentation de la situation budgétaire justifiant les modifications de la Loi de finances initiale de l'exercice 2021 ;
- Configuration du projet de loi de finances rectificative 2021.

I. EVOLUTION DE LA SITUATION ECONOMIQUE EN 2021

Ce point décrit successivement l'évolution de la situation économique internationale et nationale en 2021.

1.1. Evolution de la situation économique internationale

Après une contraction de l'activité en 2020 sur fond des mesures de restrictions prises contre la Covid-19, **la croissance économique mondiale** devrait se redresser en 2021 dans plusieurs régions. Ainsi, selon les perspectives économiques du FMI d'Avril 2021, le taux de croissance se situerait à **6,0%** en 2021 contre **-3,3%** enregistré en 2020.

La reprise attendue s'expliquerait par l'assouplissement des mesures susmentionnées, la mise en place des dispositifs budgétaire et monétaire pour soutenir l'activité économique ainsi que l'extension progressive de la couverture vaccinale contre la pandémie.

Cependant, cette reprise devrait demeurer inégale en raison des risques qui l'entourent dont principalement le rythme de vaccination ainsi que les marges de manœuvres dont disposent les différents Gouvernements pour la mise en œuvre de leurs programmes de relance.

Dans les pays avancés, à mesure que les populations vulnérables seront vaccinées, les activités qui exigent des contacts fréquents devraient reprendre et entraîner une reprise sensible de la croissance grâce à la demande refoulée financée par l'épargne accumulée en 2020. La croissance du PIB de ce groupe de pays devrait passer de **-4,7%** en 2020 à **5,1%** en 2021.

Particulièrement aux **Etats-Unis**, la performance économique observée, soit une croissance de **6,4%** en 2021 contre **-3,5%** enregistrée une année plus tôt, est la résultante des mesures complémentaires de soutien budgétaire adoptées dans la législation de ce pays à la fin de l'exercice 2020. En outre, le plan de sauvetage de l'administration Biden de 1 900 milliards de dollars devrait stimuler davantage le PIB en 2021 et 2022.

Pour les pays émergents et en développement, la croissance du PIB est passée d'environ **-2,2%** en 2020 à **6,7%** en 2021, en raison de la bonne tenue de l'activité économique dans les principales économies de la région dont la Chine et l'Inde. Cependant, il y a lieu d'observer que le profil de la reprise varie en fonction des différences régionales et dépend de la gravité de la pandémie, de la structure économique, de l'exposition à des chocs précis et de l'efficacité de la riposte des pouvoirs publics contre les répercussions de la crise.

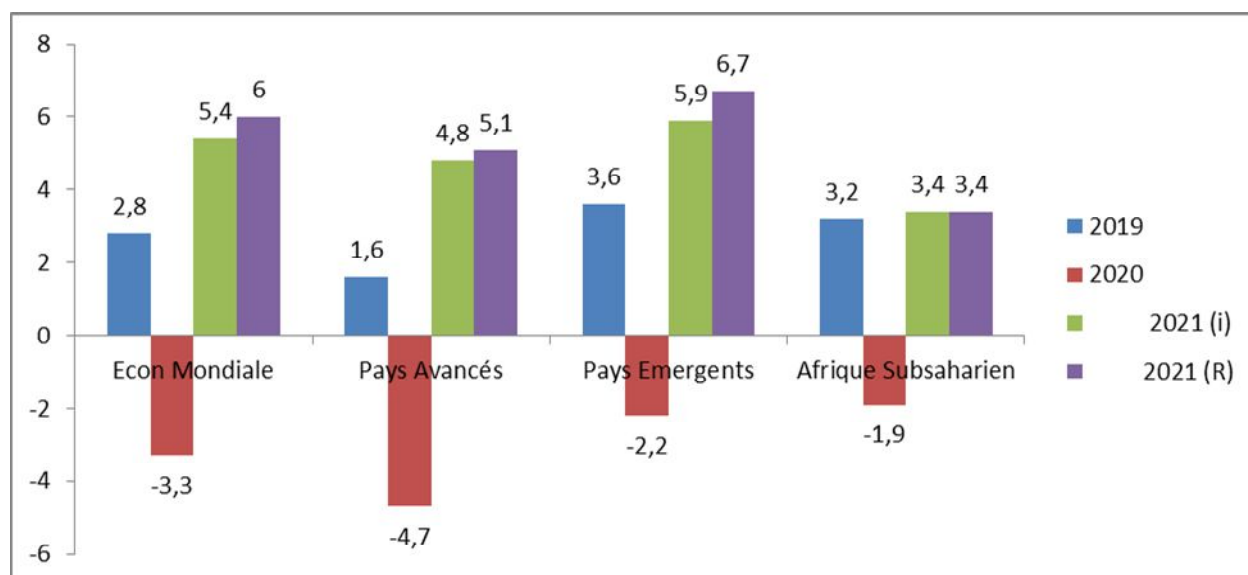
Avec une croissance projetée à **8,4%** en 2021 contre **2,3%** en 2020, la **Chine** devrait connaître une reprise robuste grâce à des mesures d'endiguement efficaces, une vigoureuse stratégie d'investissement public et l'apport de liquidités par la Banque centrale. Cette évolution favorable de l'économie chinoise contribuerait à l'amélioration des échanges commerciaux avec la RDC.

Quant à l'Afrique subsaharienne, l'année 2020 a donné un mauvais résultat jamais observé, avec une contraction de l'activité de **-1,9%**, qui a entraîné de fortes hausses des inégalités selon les pays et les secteurs. Du fait de la réduction du nombre des cas, l'exercice 2021 devrait enregistrer un redressement modéré, avec un taux de croissance de **3,4%**, dans un contexte marqué par un manque d'accès persistant aux vaccins et une marge de manœuvre restreinte pour étayer la riposte à la crise.

À l'issu du sommet de l'Union Africaine tenu à Abidjan, le 15 Juillet courant, les pays d'Afrique ont été invité à accélérer la reprise économique afin de surmonter les chocs de la pandémie, augmenter les investissements dans le capital humain, booster la création d'emploi ainsi que le rythme de vaccination contre la maladie.

Conscient de leur marge de manœuvre budgétaire réduite, notamment pour garantir une reprise économique rapide et solide, les Chefs d'Etat ont appelé aux renforcements de la coopération internationale, à travers notamment les financements de programmes de relance ainsi que la fourniture davantage des vaccins et les droits de propriété intellectuelle pour la production locale des vaccins. Aussi, l'Union Africaine a appelé à des efforts centrés sur l'intégration de marché continental ainsi que le commerce dans le cadre du marché commun de la Zone de Libre-Echange Continentale Africaine (ZLECA).

Graphique 1 : Taux de croissance économique mondiale et régionale en 2019-2021 (en %)



Source : Perspectives économiques du FMI de juin 2020 et avril 2021.

1.1.1. Inflation mondiale

Dans les économies avancées, l'inflation devrait se situer à **1,6%** en 2021 contre **0,7%** en 2020. Pour les pays émergents et en développement, elle se situerait à **4,9%** en 2021 contre **5,1%** en 2020.

1.1.2. Cours des principaux produits de base

1.1.2.1. Prix des métaux

Il ressort des éléments repris au tableau 1 ci-après que les cours moyens du cuivre, du cobalt, de l'or et du pétrole enregistrent une tendance haussière au premier semestre 2021 par rapport à leurs niveaux du premier semestre 2020.

Tableau 1 : Evolution des cours moyens des produits miniers et énergétiques en 2021 (en dollar US)

| Années / Produit | Moyenne 1er Semestre 2020 | 2021 | | | | | | Moyenne 1 ^{er} Semestre 2021 |
|------------------------|---------------------------|-----------|-----------|-----------|-----------|-----------|-----------|---------------------------------------|
| | | Janv. | Fév. | Mars | Avril | Mai | Juin | |
| Cuivre (tonne) | 5 656,43 | 7.927,55 | 8.395,43 | 9.039,83 | 9.238,80 | 10.219,84 | 9.645,23 | 8.961,11 |
| Cobalt (tonne) | 29 781,14 | 37.086,09 | 44.039,74 | 53.222,00 | 53.301,22 | 46.283,11 | 44.922,74 | 46.475,82 |
| Or (once) | 1 628,71 | 1.869,18 | 1.812,75 | 1.722,81 | 1.756,62 | 1.866,37 | 1.837,28 | 1.810,84 |
| Pétrole (baril /brent) | 42,34 | 55,47 | 62,32 | 65,66 | 65,32 | 68,17 | 73,44 | 65,06 |

Source : Sur base des données de la BCC, juin 2021

Il ressort de ce tableau les évolutions suivantes par produit :

- **Le cours moyen du Cuivre** est passé de **5.656,43 USD/tm** au premier semestre 2020 à **8.961,11 USD/tm** sur la période correspondante en 2021, soit une hausse de près de **60%** ;
- **Le cours moyen du Cobalt** a enregistré une hausse de **56,06%**, passant de **29.781,14 USD** la tonne, au premier semestre 2020 à **46.475,82 USD** la tonne sur la période correspondante en 2021 ;
- **Le cours moyen de l'Or** a légèrement augmenté de **11,18%**, se situant à **1.810,84 USD** l'once au premier semestre 2021 contre **1.628,71 USD** l'once en moyenne mensuelle sur la période correspondante en 2020 ;
- S'agissant du **pétrole brut**, le prix moyen du baril du Brent ayant servi pour l'élaboration des prévisions des recettes des pétroliers producteurs de la Loi de finances initiale était de **65,00 USD**, alors que celui observé au cours du premier semestre 2021 se situe à **65,06 USD** le baril. En rythme journalier, la quantité de production est passée de **23.700** à **22.454 barils**.

1.1.2.2. Prix des produits agricoles

Concernant les produits agricoles, il est observé au cours du 1^{er} semestre de l'année 2021 comparativement à la période correspondante de l'année 2020, une hausse moyenne des prix du **riz** et du **maïs**, passant respectivement de **10,76 Cts/lb** et **140,07 USD/tonne** à **13,08 Cts/lb** et **219,41 USD/tonne** en moyenne mensuelle.

Quant au cours moyen **du blé**, il a enregistré une baisse de **49,83%** au premier semestre 2021, se situant à **243,37 USD/tonne** contre **485,12 USD/tonne** à la période correspondante en 2020.

Tableau 2 : Evolution des cours moyens mensuels des produits agricoles

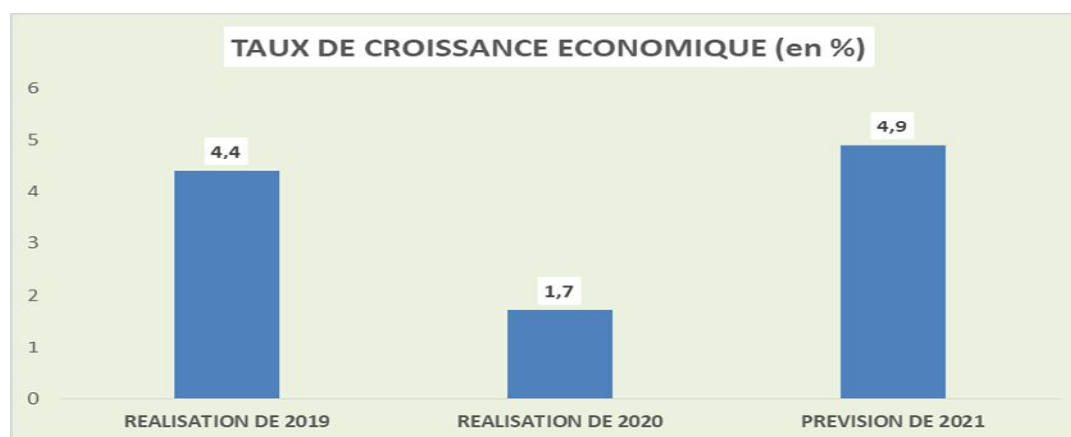
| Produits | Moyenne 1 ^{er} sem 2020 | Janv. | Fév. | Mars | Avril | Mai | Juin | Moyenne 1 ^{er} Sem. 2021 |
|------------------------|----------------------------------|--------|--------|--------|--------|--------|--------|-----------------------------------|
| Riz Chicago Cts/lb | 10,76 | 12,95 | 12,92 | 13,05 | 13,14 | 13,42 | 12,99 | 13,08 |
| Blé Chicago USD/tonne | 485,12 | 241,73 | 239,05 | 234,24 | 244,69 | 255,04 | 245,44 | 243,37 |
| Maïs Chicago USD/tonne | 140,7 | 189,87 | 201,87 | 202,83 | 225,56 | 248,80 | 247,54 | 219,41 |

Source : Sur base des données de la BCC, juin 2021

1.2. Evolution de la situation économique nationale

L'évolution des principaux indicateurs macroéconomiques au cours de l'exercice 2021 reste favorable dans un contexte de bon comportement des cours des produits miniers et énergétiques au niveau mondial. Cette bonne tenue de l'activité économique est marquée par la consolidation de la croissance économique, la stabilité des prix intérieurs et du taux de change, l'amélioration des réserves internationales et l'accroissement modérée de la masse monétaire.

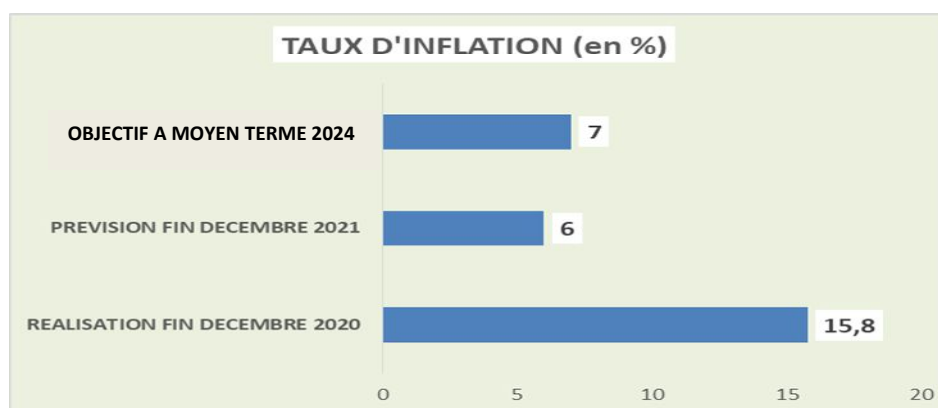
Selon le comité permanent du cadrage macroéconomique (CPCM), la croissance du PIB réel, se situerait à **4,9%** en 2021 contre une faible progression de **1,7%** une année plus tôt et une prévision initiale qui tablait sur **3,2%** attendue à fin décembre 2021. Cette croissance, dans l'optique de l'approche par la production, serait portée essentiellement par les secteurs primaire et tertiaire.



Source : DGPPB, sur base des données du CESC et CPCM

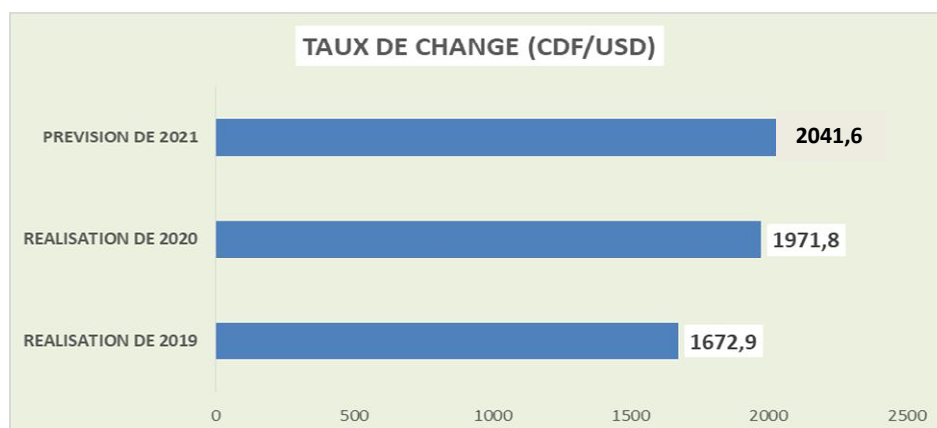
En effet, le secteur primaire devrait tirer la croissance sous l'impulsion des mines dont la valeur ajoutée s'améliorerait de 11,0% alors que le secteur tertiaire afficherait une croissance qui proviendrait essentiellement des activités de télécommunication qui progresseraient de 9,3%. Par contre, le secteur secondaire connaîtrait un faible accroissement du fait de l'évolution de la branche « bâtiment et travaux public » avec une croissance de 4,5 %.

En ce qui concerne l'inflation, il devrait s'observer une décélération du rythme de formation des prix en 2021, dans un contexte de maintien du pacte de stabilité conclu entre le gouvernement et la Banque Centrale. En effet, le taux d'inflation, en glissement annuel, devrait se situer à **6,0%** à fin décembre 2021 venant de **15,8%** observée à fin décembre 2020. A politique inchangée, le taux d'inflation devrait s'établir en deçà de l'objectif à moyen terme de **7,0%**.



Source : DGPPB, sur base des données de l'INS, BCC et CPCM

Au niveau du marché de change, il est attendu une faible dépréciation de la monnaie nationale au cours de l'exercice 2021. En effet, à l'interbancaire, le cours de change à fin décembre 2021 devrait se fixer à **2.041,6 CDF** le dollar américain contre **1.971,81 CDF** à fin décembre 2020, soit une dépréciation de **3,4%**. Cette situation s'expliquerait notamment par une meilleure régulation de la liquidité bancaire et l'amélioration de l'offre des devises par l'autorité monétaire ainsi que le respect des engagements du pacte de stabilité entre le Gouvernement et la Banque Centrale.



Source : DGPPB, sur base des données de la BCC et du CPCM

Quant aux réserves de change, une forte accumulation est attendue au courant de l'année. En effet, à fin juillet 2021, les réserves internationales se sont situées à **USD 1.792,09 millions** alors qu'au 31 décembre 2020, ce niveau s'est chiffré à **USD 708,89 millions**, soit une augmentation significative de **152,8%**. Cette situation est expliquée notamment par le rachat des recettes des redevances minières auprès du trésor et par les achats des devises sur le marché des changes.

En termes de couverture de factures d'importations des biens et services sur ressources propres, le niveau de réserves à fin juillet 2021

correspond à **7,36 semaines d'importations** contre **2,81 semaines d'importations** réalisées à fin décembre 2020. A fin décembre 2021, le niveau des réserves de change pourrait remonter à **USD 2.008,09 millions** à la suite de la conclusion satisfaisante de la première revue du programme formel avec le FMI.



Source : DGPPB, sur base des données de la BCC

Cette accumulation des réserves serait confortée par l'amélioration des échanges commerciaux de la RDC avec le reste du monde, suite à une conjoncture économique internationale globalement favorable, marquée par la bonne tenue des cours des principaux produits miniers d'exportation congolaise.

II. EVOLUTION DE LA SITUATION BUDGETAIRE AU COURS DE L'EXERCICE 2021

2.1. Rappel des prévisions budgétaires initiales

La Loi de finances initiale de l'exercice 2021 contient des recettes et des dépenses présentées en équilibre à hauteur de **14.620,5 milliards de FC** réparties comme suit :

- Budget général : **13.555,2 milliards de FC** ;
- Budgets annexes : **362,8 milliards de FC** ;
- Comptes spéciaux : **702,6 milliards de FC**.

Les principaux agrégats du **Budget général** se présentent comme suit :

2.1.1. Prévisions des recettes

Les recettes du budget général de **13.555,2 milliards de FC** sont constituées de recettes internes de **9.626,5 milliards de FC** et de recettes extérieures de **3.928,7 milliards de FC**.

- Recettes internes : **9.626,5 milliards de FC** constituées de :
 - Recettes courantes de **9.374,5 milliards de FC** et des recettes exceptionnelles de **252,0 milliards de FC**. Les recettes courantes comprennent :
 - les recettes de douanes et accises : **2.606,7 milliards de FC** ;
 - les recettes d'impôts : **4.752,4 milliards de FC** ;
 - les recettes non fiscales : **1.697,2 milliards de FC** ;
 - les recettes des pétroliers producteurs : **318,2 milliards de FC**.

Les recettes courantes étaient le résultat de la méthodologie de combinaison de trois facteurs majeurs, à savoir la saisonnalité des recettes, la relance de l'économie et la mise en œuvre des mesures fiscales et administratives préconisées par le Gouvernement à travers les Administrations financières. La pression fiscale s'est située à **8,4%**. Les recettes exceptionnelles se rapportent à l'émission des bons et obligations du Trésor sur le marché intérieur.

- Recettes extérieures : **3.928,7 milliards de FC** constituées des recettes d'appuis budgétaires de **1.271,7 milliards de FC** et de financement des investissements de **2.656,9 milliards de FC** attendues des partenaires bi et multilatéraux de la RDC.

Les recettes des budgets annexes se rapportent aux opérations des universités, instituts supérieurs et hôpitaux généraux de référence, tandis que celles des comptes spéciaux sont liées aux opérations budgétaires des comptes d'affectation spéciales.

2.1.2. Prévisions des dépenses

Les recettes à mobiliser au titre de Budget général devraient couvrir les dépenses réparties comme suit :

- Dette Publique et Frais Financiers : **914,7 milliards de FC** ;
- Rémunérations : **5.193,3 milliards de FC** ;
- Biens, matériels et prestations (*Fonctionnement*) : **1.435,9 milliards de FC** ;
- Transferts et Subventions : **1.533,1 milliards de FC** ;
- Dépenses d'Investissement : **4.271,3 milliards de FC**, ventilées de la manière suivante :
 - Investissement sur ressources propres : **1.614,4 milliards de FC** ;
 - Investissement sur ressources extérieures : **2.656,9 milliards de FC**.
- Dépenses exceptionnelles : **206,8 milliards de FC** financées uniquement sur ressources propres et réparties comme suit :
 - Elections : **90,0 milliards de FC** ;
 - Réserve budgétaire : **65,0 milliards de FC** ;
 - Affaires humanitaires (*Sinistres et calamités*) : **51,8 milliards de FC**.

Ces dépenses étaient orientées au financement des projets et actions en ligne avec les 15 piliers du Programme du Gouvernement regroupés en quatre secteurs, à savoir (i) politique, défense et sécurité, (ii) économie et finances, (iii) reconstruction, (iv) social et culturel.

Les dépenses des budgets annexes et des comptes spéciaux étaient présentées en équilibre avec les recettes correspondantes.

2.2. Exécution de la loi de finances à fin Juin 2021

Les statistiques provisoires à fin Juin 2021 renseignent un niveau de dépenses exécutées à hauteur de **6.117,7 milliards de FC** et de recettes de **6.919,3 milliards de FC**, ce qui dégage un solde positif de **801,6 milliards de FC**.

2.2.1. Mobilisation des Recettes

Les recettes globales mobilisées à fin Juin 2021 se chiffrent à **6.919,3 milliards de FC** contre une prévision linéaire de **7.310,3 milliards de FC**, soit un taux de réalisation de **94,7%**. Elles se rapportent au :

- ❖ Budget général, d'un montant de **6.299,1 milliards de FC**, contre une prévision linéaire de **6.777,6 milliards de FC** soit un taux de réalisation **92,9%** ;
- ❖ Budgets annexes, d'un montant de **198,8 milliards de FC**, contre une prévision linéaire de **181,4 milliards de FC**, soit un taux de réalisation de **109,6%** ;
- ❖ Comptes spéciaux, d'un montant de **421,4 milliards de FC**, contre une prévision linéaire de **351,3 milliards de FC**, soit un taux de réalisation de **120,0%**.

Graphique 2 : Réalisation des Recettes par Composante à fin juin 2021



Source : DGPPB/Min. Budget sur base des données du PTR/Min.Finances

2.2.1.1. Recettes du Budget Général

Les recettes de **6.299,1 milliards de FC** réalisées au titre du Budget général sont constituées des recettes internes de l'ordre de **5.384,2 milliards de FC** et des recettes extérieures de **914,8 milliards de FC**.

2.2.1.1.1. Recettes internes

Les recettes internes mobilisées de l'ordre de **5.384,2 milliards de FC** à fin juin 2021 affichent un taux de réalisation de **111,9%** par rapport aux

prévisions linéaires situées à **4.813,3 milliards de FC**. Elles portent essentiellement sur les **recettes courantes**, constituées des recettes des douanes et accises, des recettes des impôts, des recettes non fiscales et des recettes des pétroliers producteurs. Ces recettes courantes sont réparties de la manière suivante :

a) Recettes des douanes et accises : chiffrées à **1.303,2 milliards de FC**, sur une prévision linéaire de **1.303,4 milliards de FC**. Ces recettes enregistrent un taux de réalisation de **100,0%**.

Le niveau des réalisations de recettes se justifie notamment par :

- l'accroissement du tonnage et de la valeur des marchandises importées au premier semestre 2021 ;
- la reprise de l'activité économique post-covid-19 ;
- la lutte contre les exonérations contra legem ;
- la suppression de la compensation entre recettes, prohibée par la Loi de finances de l'année en cours ;
- le dédouanement au bureau de douane le plus proche, aux fins de contrôle de destination, des marchandises ayant bénéficié d'allègements fiscaux à l'importation ;
- l'interfaçage des systèmes informatiques entre la DGDA et Zambia Revenue Authority ;
- la numérisation des procédures de recouvrement des recettes à travers le système ISYS/Régies.

b) Recettes des impôts : **3.020,1 milliards de FC** par rapport aux prévisions linéaires de **2.376,2 milliards de FC**, affichant un taux de réalisation de **127,1%**.

D'une manière générale, le bon comportement de recettes se justifie par l'encadrement efficace des échéances de paiement pour :

- l'IERE dont le taux d'imposition passe de 12 à 25% ;
- l'IBP des grandes et moyennes entreprises non pétrolières de production,

les paiements effectués par TFM, KCC, KIBALI GOLD MINING ;

- l'IBP sur les prestations de services des non-résidents, au paiement de MUTANDA ET KCC à hauteur de 104 milliards de FC.

c) Recettes non fiscales : une enveloppe de **872,9 milliards de FC** réalisée à fin juin 2021 sur une prévision linéaire de **848,6 milliards de FC**, soit un taux de réalisation de **102,9%**. Elles sont constituées des recettes encadrées par la DGRAD hors pétroliers producteurs.

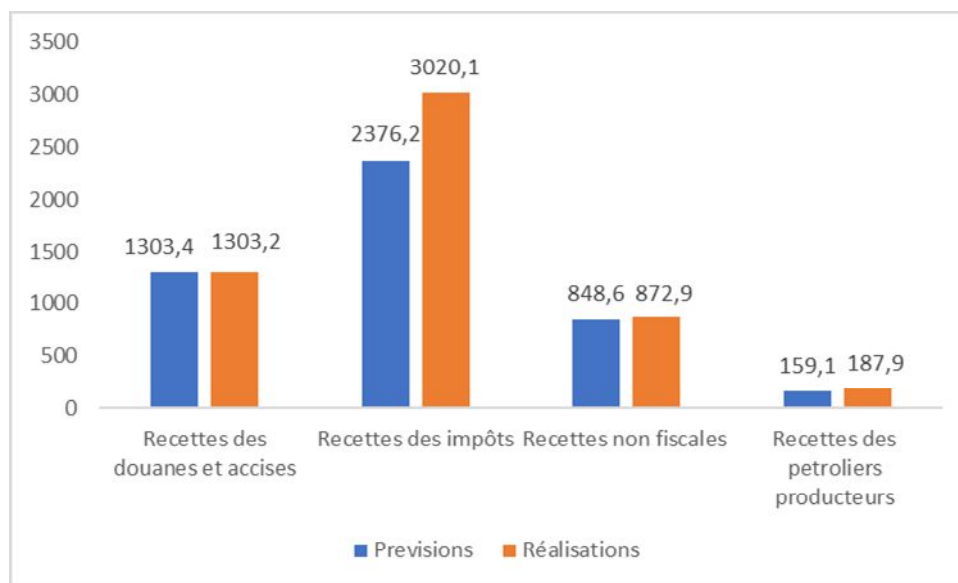
Les principaux facteurs, ci-après, ont été à la base de la performance enregistrée au cours du premier semestre 2021 :

- Les échéances de paiement des droits, taxes et redevances dans les secteurs ci-après :
 - ✓ Mines (recouvrement des droits superficiaires par carré, agrément des comptoirs et Acheteurs) ;
 - ✓ Environnement (recouvrement des TI, TRA et de la taxe de pollution ;
 - ✓ PT-NTIC (Recouvrement de la Redevance annuelle Faisceaux Herziens, Redevance annuelle sur les fréquences Internet et GSM) ;
 - ✓ ARPTC (Recouvrement des taxes de régulation et de numérotation) ;
 - ✓ Commerce extérieur (Paiement de la taxe Numéro Import-Export et amendes transactionnelles pour infraction à la législation sur le commerce) ;
 - ✓ Transport et Communication (Autorisation des transports, Contrôle Techniques, etc.).
- les effets de la hausse des cours des minerais sur les recettes provenant de la redevance minière ;
- le paiement de la redevance sur le GAZODUC DE cabina GUL OIL dans le secteur des Hydrocarbures ;
- les retombées des missions mixtes de contrôle (DGRAD-Mines et DGRAD-Environnement) diligentées en octobre 2020, en provinces ;
- les paiements par les sociétés minières des notes de perception de suite de l'interdiction des compensations.

d) Recettes des pétroliers producteurs : **187,9 milliards de FC** sur une prévision linéaire de **159,1 milliards de FC**, soit un taux de réalisation de **118,1%**.

Ces réalisations comprennent les recettes relatives à l'Impôt sur le Bénéfice et Profits (IBP) perçues par la Direction Générale des Impôts à hauteur de **56,4 milliards de FC** et la part des recettes non fiscales de **131,6 milliards de FC**. Ces dernières sont constituées de la marge distribuable, des royalties, des dividendes et participations off shore.

Graphique 3 : Réalisation des Recettes Courantes à fin juin 2021



Source : DGPPB/Min., Budget sur base des données du PTR/Min Finances.

2.2.1.1.2. Recettes extérieures

Le niveau des décaissements des bailleurs enregistré au premier semestre 2021 au titre des recettes extérieures se chiffre à **914,8 milliards de FC**, affichant un taux de réalisation de **46,6%** par rapport à la prévision linéaire de **1.964,3 milliards de FC**.

Elles proviennent des recettes d'appuis budgétaires de l'ordre de **225,9 milliards de FC** constituées des dons budgétaires à hauteur de **199,9 milliards de FC** et des emprunts-programmes de **26,0 milliards de FC** décaissés par le FMI à hauteur de **4,0 milliards de FC** et par la BAD à concurrence de **22,0 milliards de FC**.

Les recettes extérieures proviennent également de financement des investissements constituées des dons projets et d'emprunts projets, respectivement de **419,9 milliards de FC** et de **269,1 milliards de FC**, dont la

ventilation par bailleurs se présente comme suit :

a) Dons projets (419,9 milliards de FC)

- Banque Mondiale : **302,1 milliards FC** ;
- Banque Africaine de Développement (BAD) : **117,8 milliards FC** ;

b) Les Emprunts projets (269,1 milliards de FC)

- Banque Mondiale : **264,4 milliards de FC** ;
- Banque Africaine de Développement : **4,7 milliards de FC**.

2.2.1.2. Recettes des budgets annexes

Au premier semestre 2021, les recettes des budgets annexes ont été réalisées à hauteur de **198,8 milliards de FC** et affichent un taux de réalisation de **109,6%** par rapport à la prévision linéaire de **181,4 milliards de FC**.

2.2.1.3. Recettes des comptes spéciaux

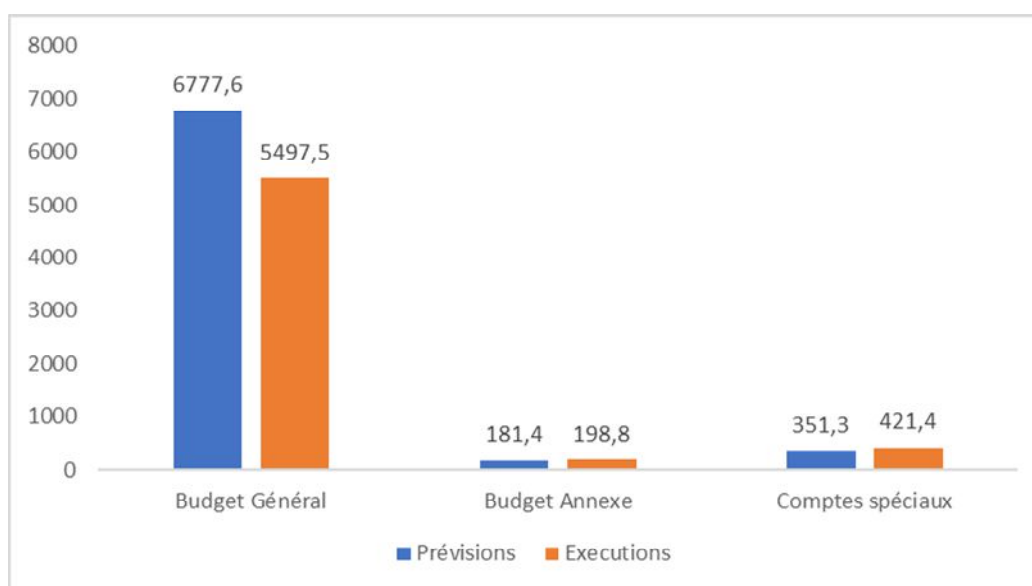
A fin juin 2021, les recettes des comptes spéciaux ont été perçues à hauteur de **421,4 milliards de FC** et affichent un taux de réalisation de **120,0%** par rapport à la prévision linéaire de **351,3 milliards de FC**.

2.2.2. Exécution de dépenses

A fin Juin 2021, les dépenses exécutées se chiffrent à **6.117,7 milliards de FC** contre une prévision linéaire de **7.310,3 milliards de FC**, soit un taux d'exécution de **83,7%**. Elles se composent de :

- ❖ Budget général, d'un montant de **5.497,5 milliards de FC**, contre une prévision linéaire de **6.777,6 milliards de FC**, soit un taux d'exécution de **81,1%** ;
- ❖ Budgets annexes d'un import de **198,8 milliards de FC**, contre une prévision linéaire de **181,4 milliards de FC**, soit un taux d'exécution de **109,6%**;
- ❖ Comptes spéciaux, d'un montant de **421,4 milliards de FC**, contre une prévision linéaire de **351,3 milliards de FC**, soit un taux d'exécution de **120,0%**.

Graphique 3 : Exécution des dépenses par composante du budget à fin juin 2021



Source : sur base des données de la DGPPB/Min. Budget

S'agissant du Budget général, son niveau d'exécution par rubrique budgétaire se présente comme suit :

2.2.2.1. Dette publique et frais financiers

A fin juin 2021, le paiement de la dette publique et des frais financiers a été effectué à hauteur de **659,4 milliards de FC** contre une prévision linéaire de **457,4 milliards de FC**, ce qui dégage un taux d'exécution de **144,2%**.

Un effort a été consenti au cours du premier semestre pour le remboursement du principal de la dette publique à hauteur de **592,7 milliards de FC**, soit un taux d'exécution de **183,8%** par rapport à la prévision linéaire de **322,5 milliards de FC**.

La dette extérieure a été remboursée à concurrence de **364,7 milliards de FC**, affichant un taux de réalisation de **176,2%** par rapport à la prévision linéaire de **206,9 milliards de FC**.

La dette intérieure, quant à elle, a enregistré un taux d'exécution de **197,4%** découlant du montant total décaissé de l'ordre de **228,1 milliards de FC** contre une prévision linéaire de **115,5 milliards de FC**.

Quant aux frais financiers, ils ont été exécutés à **49,4%**, soit **66,7 milliards de FC** contre **134,8 milliards de FC** prévues pour le premier semestre.

2.2.2.2. Dépenses de personnel (Rémunérations)

A fin juin, les rémunérations ont été payées à **98,5%**, soit **2.557,8 milliards de FC** contre une prévision linéaire de **2.596,6 milliards de FC**. Elles représentent **47,5%** des recettes courantes réalisées et **46,5%** des dépenses du Budget général exécutées.

La politique salariale au premier semestre 2021 se résume entre autres sur les actions ci-après :

- la correction des grades et la prise en compte des barèmes et autres indemnités dans les secteurs de l'Education, de la Justice et de la Défense ;
- la prise en compte de 89 nouveaux Inspecteurs de Finances et l'ajustement de leur prime de fonction ;
- le paiement de la rémunération de 370 ex-combattants intégrés au Service National et l'intégration de la paie complémentaire de 34 Généraux;
- la régularisation des cas de ratés lors des mises à jour au quatrième

trimestre 2020 ;

- le paiement de la prime de performance de 923 jeunes professionnels de la 4^e vague dans le cadre de la politique de rajeunissement de la Fonction Publique ;
- la régularisation de la situation des médecins dont la rémunération était suspendue à titre conservatoire pour des raisons d'enquête ;
- le paiement de salaires de base pour les agents du Site Touristique de la N'selé ;
- la correction des grades et le déploiement en provinces en faveur du Ministère des Affaires Sociales ;
- le réajustement du taux des émoluments des Sénateurs et Députés nationaux tel que prévu par la Loi de finances de l'année, etc.

2.2.2.3. *Fonctionnement des Institutions*

Au premier semestre 2021, le fonctionnement des Institutions a connu un taux d'exécution de **173,7%** découlant du montant total décaissé de l'ordre de **511,7 milliards de FC** contre une prévision linéaire de **294,5 milliards de FC**.

Elles se rapportent au fonctionnement courant des institutions.

2.2.2.4. *Fonctionnement des Ministères*

Les dépenses de fonctionnement des ministères se sont situées à **472,9 milliards de FC** y compris le financement des réformes contre une prévision linéaire de **328,2 milliards de FC**, soit un taux d'exécution de **144,1%**.

Ces dépenses sont liées essentiellement au fonctionnement courant des différents services du Gouvernement et à l'approvisionnement des prisons centrales, camps de détentions en produits alimentaires, carburant et autres prisons de Kinshasa et de l'intérieur du pays etc.

2.2.2.5. *Transferts et subventions*

A fin juin 2021, la rubrique de transferts et subvention enregistre une

enveloppe de **394,4 milliards de FC** contre une prévision linéaire de **766,6 milliards de FC**, dégageant un taux d'exécution de **51,4%**.

Ce décaissement a permis de mener entre autres les actions suivantes :

- le paiement des acomptes relatif à l'acquisition des équipements éducatifs, culturels et sportifs pour certains territoires ;
- le paiement des acomptes relatif aux travaux de construction d'un centre d'apprentissage de métier dans certains territoires.

2.2.2.6. Dépenses d'investissements

Au premier semestre 2021, le Gouvernement de la République a débloqué une somme de **767,3 milliards de FC** contre une prévision linéaire de **2.135,7 milliards de FC**, soit un taux d'exécution de **35,9%** pour le financement des investissements.

Cette enveloppe a permis de financer notamment les actions suivantes :

- le projet de réunification routière ;
- la mise en œuvre du projet de dégazage du golf de Kabuno dans le lac Kivu ;
- la mise en place progressive de l'Agence Nationale de Service Energétique Rural ;
- l'implantation progressive des incubateurs des entreprises ;
- l'acquisition d'équipement Agro-Sylvo-Pastoraux en faveur du Service National.

2.2.2.7. Dépenses exceptionnelles sur ressources propres

Au premier semestre 2021, le Gouvernement de la République a débloqué une somme de **20,9 milliards de FC** pour faire face aux dépenses exceptionnelles contre **103,4 milliards de FC** de prévision linéaire, soit un taux d'exécution de **20,3%**. Ces dépenses ont été liées aux interventions pour catastrophes naturelles, calamité et accidents majeurs survenus sur la période.

2.2.3. Solde budgétaire à fin juin 2021

Globalement, les recettes du budget général ont été mobilisées à hauteur de **6.299,1 milliards de FC** à fin juin 2021 contre des dépenses de l'ordre de **5.497,5 milliards de FC**, soit un solde positif de **801,6 milliards de FC**.

2.3. Motivation de l'élaboration du projet de loi de finances rectificative de l'exercice 2021

La Loi de finances rectificative contient certaines modifications de la Loi initiale. Elle intervient dès lors que les agrégats macroéconomiques initiaux sont significativement affectés, au point d'impacter le cadre budgétaire.

Pour l'exercice 2021, deux raisons majeures justifient le collectif budgétaire à savoir :

- 1) la prise en compte des principaux axes et actions du Programme du Gouvernement approuvé par l'Assemblée Nationale en date du 26 avril 2021 ;
- 2) l'impact de l'évolution de la situation économique et budgétaire, marquée notamment par l'amélioration de la croissance économique, l'embellie des cours des principales matières premières d'exportation du pays et la mobilisation accrue des recettes courantes.

2.3.1. Prise en compte des axes stratégiques déclinés dans le Programme d'Actions du Gouvernement.

Le Programme d'Actions sur base duquel le Gouvernement a été investi, et qui couvre la période 2021-2023, détermine non seulement le contenu des actions, mesures et stratégies arrêtées, mais aussi des indications de leurs coûts et sources de financement tout en identifiant les contraintes et défis majeurs à relever pour atteindre les objectifs de la Nation. Il résume les principaux engagements pris par le Président de la République devant la Nation à exécuter au cours de trois prochaines années du quinquennat.

Certaines des actions de ce programme n'ayant pas été prévues dans la Loi de finances n°20/20 du 28 décembre 2020 pour l'exercice 2021, il s'est dégagé la nécessité de les prendre en compte dans un projet de loi de finances rectificative comme l'exige la Loi relative aux Finances publiques en ses articles 18, 26, 27, 35, 77 et 80.

Pour rappel, le Programme d'Actions du Gouvernement comporte 62 axes, regroupés en 15 piliers, présentés à travers quatre secteurs stratégiques d'activités dont la première tranche en 2021 requiert une enveloppe de **16.621,6 milliards de FC**.

2.3.2. L'impact de l'évolution de la situation économique et budgétaire

2.3.2.1. L'amélioration des indicateurs macroéconomiques

Au regard du contexte lié à la reprise de l'économie, le Comité Permanent du Cadrage Macroéconomique a revu à la hausse les indicateurs macroéconomiques qui ont servi à la projection du budget initial 2021. Comme repris dans le tableau 3 ci-dessous :

Tableau 3 : Principaux indicateurs macroéconomiques 2020-2021

| Cadrage macroéconomique | 2020 | 2021 | |
|----------------------------------|-----------|-----------|------------|
| | Réalisé | Initial | Actuel |
| Taux de croissance | 1,7% | 3,2% | 4,9% |
| Déflateur PIB | 7,0 | 8,7% | 6,9% |
| Taux d'inflation moyen | 10,2 | 15,1% | 10,9% |
| Taux d'inflation fin période | 15,76 | 8,8% | 6,0% |
| Taux change moyen (FC/USD) | 1851,5 | 2 067,80 | 2 006,7 |
| Taux change fin période (FC/USD) | 1971,8 | 2 013,40 | 2 041,6 |
| PIB nominal en milliards FC | 90 181,05 | 111 904,0 | 106 311,04 |

Source : CPCM/Min. du Plan, mai 2021

Cette évolution, au cours de la période sous analyse, se justifie principalement par l'ajustement des hypothèses de projection, à la suite notamment des orientations nouvelles impulsées par le programme économique formel soutenu par la facilité élargie des crédits conclu entre le Gouvernement et le FMI, dans un contexte caractérisé, au niveau interne par la stabilité macroéconomique, et au niveau externe par la remontée des cours mondiaux des principaux produits miniers et métallurgiques exportés par la RDC.

Ainsi la croissance attendue en 2021 serait de **4,9%** contre **3,2%** prévu initialement. Aussi, la projection du taux d'inflation moyen est estimée à **10,9%** en 2021, contre **15,1%** initialement prévu. La monnaie nationale par rapport au dollar américain s'apprécierait, passant de **2.067,80 FC** le dollar à **2.006,7 FC** le dollar américain en 2021.

2.3.2.2. La modification du niveau des recettes

La projection des recettes à fin décembre 2021, sur base des réalisations récentes, devrait enregistrer un accroissement du budget global de **13,7%** comparativement à celles prévues initialement. En effet, la Loi de

finances initiale de l'exercice 2021 avait prévu un budget en équilibre, en recettes et en dépenses à hauteur de **14.620,5 milliards de FC**, dont **13.555,2 milliards de FC** au titre du Budget général, **362,8 milliards de FC** des Budgets annexes et **702,6 milliards de FC** des Comptes spéciaux.

A fin juin 2021, les recettes mobilisées sont chiffrées à **6.919,3 milliards de FC** contre une prévision linéaire de **7.310,3 milliards de FC**, soit un taux de réalisation de **94,7%**. Sur base de réalisations à fin juin, il est projeté pour le collectif 2021, un niveau des recettes de **16.621,6 milliards de FC**.

L'accroissement de **13,7%** par rapport au budget initial serait dû notamment au nouvel élan des autorités politiques et administratives consistant aux actions incitatives, ainsi que l'embellie des cours de matières premières et ses effets collatéraux, en termes de recouvrement, sans oublier le résultat de contrôle de gestion des finances publiques de l'Inspection Générale des Finances.

Aussi, ce projet de loi de finances rectificative prend-t-il en compte l'impact de la quotité de l'appui budgétaire à hauteur de **500,0 millions USD** attendu du Fonds Monétaire International dans le cadre du Programme économique conclu avec le Gouvernement de la République en juillet 2021, soutenant la politique économique à moyen terme et les programmes de réforme de la RDC.

III.CONFIGURATION DU PROJET DE LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE 2021

3.1. Nouvelle configuration budgétaire de l'exercice 2021

Le projet de loi de finances rectificative de l'exercice 2021 contient un budget présenté en équilibre, en recettes et en dépenses, à hauteur de **16.621,6 milliards de FC** équivalant à **8,3 milliards de USD**, dégageant un taux d'accroissement de **13,7%** par rapport au budget initial chiffré à **14.620,5 milliards de FC**.

Les politiques publiques prioritaires retenues dans ce collectif budgétaire se focalisent sur l'accélération de la lutte contre la corruption et le coulage des recettes, tout en promouvant la culture fiscale, en vue de renflouer les caisses de l'Etat et financer la mise en œuvre des politiques publiques déclinées dans le Programme d'Actions du Gouvernement.

3.1.1. Configuration des recettes

Le financement du Programme du Gouvernement en 2021 devra être assuré par des recettes totales de l'ordre de **16.621,6 milliards de FC** dont **15.331,4 milliards de FC** du Budget général, **397,6 milliards de FC** des Budgets annexes et **892,6 milliards de FC** des Comptes spéciaux.

3.1.1.1. Recettes du Budget général

Les recettes du Budget général comprennent les recettes internes de **10.886,8 milliards de FC** équivalant à **5,4 milliards de USD** et les recettes extérieures de **4.444,6 milliards de FC** correspondant à **2,2 milliards de USD**.

a) Recettes internes

Les **recettes internes** sont constituées des **recettes courantes** de **10.736,8 milliards de FC** et des **recettes exceptionnelles** de **150,0 milliards de FC** au titre d'emprunt intérieur.

Les recettes courantes renseignent un montant de **10.736,8 milliards de FC**, soit un taux d'accroissement de **14,5%** par rapport aux prévisions initiales de **9.374,5 milliards de FC** et sont ventilées comme suit :

- Recettes de douanes et accises : **2.997,7 milliards de FC**, soit un accroissement de **15,0%** par rapport à leur niveau initial de **2.606,7 milliards de FC** ;

- Recettes des impôts : **5.670,4 milliards de FC**, soit un accroissement de **19,3%** par rapport à leur niveau initial de **4.752,4 milliards de FC** ;
- Recettes non fiscales : **1.803,8 milliards de FC**, soit un accroissement de **6,3%** par rapport à leur niveau initial de **1.697,2 milliards de FC** ;
- Recettes des Pétroliers producteurs : **264,8 milliards de FC**, soit un taux de régression de **16,8%** par rapport à leur niveau initial de **318,2 milliards de FC**.

Les **recettes exceptionnelles**, chiffrées à **150,0 milliards de FC** contre **252,0 milliards de FC** de la prévision initiale, soit une régression de **40,5%**. Elles se rapportent aux produits des emprunts intérieurs au titre d'émission des bons du trésor.

b) Recettes extérieures

Les **recettes extérieures** s'élèvent à **4.444,6 milliards de FC**. Comparées à leur niveau du budget initial chiffré à **3.928,7 milliards de FC**, elles accusent un accroissement de **13,1%**. Ces recettes se rapportent :

- aux appuis budgétaires de l'ordre de **1.921,4 milliards de FC**, soit un taux d'accroissement de **51,1%** par rapport aux prévisions initiales de **1.271,7 milliards de FC**. Elles comprennent un don budgétaire de la Banque Mondiale d'un montant de **918,1 milliards de FC** et un emprunt programme de **1.003,4 milliards de FC** ;
- au financement des investissements de **2.523,1 milliards de FC**, soit une régression de **5,0%** par rapport aux prévisions initiales de **2.656,9 milliards de FC**. Ces recettes comprennent les dons projets de **1.576,1 milliards de FC** et les emprunts projets de **947,0 milliards de FC** provenant des partenaires bilatéraux et multilatéraux de la RDC.

3.1.1.2. Recettes des Budgets annexes

Les recettes des budgets annexes sont évaluées à **397,6 milliards de FC**, dégageant un accroissement de **9,6%** par rapport aux prévisions initiales

chiffrées à **362,8 milliards de FC**. Ce montant est lié aux actes générateurs des recettes des établissements publics d'enseignement supérieurs et universitaires, ainsi que des hôpitaux généraux de référence répertoriés à ce jour.

3.1.1.3. Recettes des Comptes spéciaux

Les recettes des Comptes spéciaux sont chiffrées à **892,6 milliards de FC**, soit un accroissement de **27,0%** par rapport aux prévisions initiales de **702,6 milliards de FC**. Elles se rapportent aux comptes d'affectation spéciale ci-après :

- Fonds National d'Entretien Routier (FONER) ;
- Fonds de Promotion de l'Industrie (FPI) ;
- Régie des Voies Aériennes (RVA) / (Go-Pass) ;
- Fonds de Promotion de l'Education (FPEN) ;
- Fonds de Promotion Culturelle (FPC) ;
- Fonds de Contrepartie (FC) ;
- Office des Petites et Moyennes Entreprises (OPEC) ;
- Fonds Forestier National (FFN) ;
- Cadastre Minier (CAMI) ;
- Fonds de Promotion du Tourisme (FPT) ;
- Fonds Minier pour les Générations Futures (FOMIN).

3.1.2. Configuration des dépenses

Les dépenses de l'exercice 2021 telles que rectifiées se chiffrent à **16.621,6 milliards de FC**, dégageant un taux d'accroissement de **13,7%** comparativement à la prévision initiale de l'ordre de **14.620,5 milliards de FC**. Elles sont réparties comme suit :

- ❖ Budget général : **15.331,4 milliards de FC** ;
- ❖ Budgets annexes : **397,6 milliards de FC** ;
- ❖ Comptes spéciaux : **892,6 milliards de FC**.

3.1.2.1. Dépenses du Budget général

La présentation des dépenses du Budget général par grande rubrique se décline de la manière suivante :

- 1°. Dette publique et frais financiers** : portés à **1.040,9 milliards de FC**, soit un taux d'accroissement de **13,8%** par rapport à leur niveau initial.
- 2°. Rémunérations** : **5.284,6 milliards de FC**, représentant **34,5%** des dépenses du budget général, **49,2%** des recettes courantes et un taux d'accroissement de **1,8%** par rapport à leur niveau initial. Ce montant intègre la prise en compte, tant soit peu, de nouveaux barèmes salariaux prévus dans quelques secteurs, au regard de la contrainte budgétaire.
- 3°. Biens, matériels et prestations** : **1.872,0 milliards de FC**, représentant **12,2%** des dépenses du Budget général et un taux d'accroissement de **30,4%** par rapport à leur niveau initial. Outre les dépenses effectuées au cours du premier semestre 2021, un effort a été consenti pour améliorer le fonctionnement courant des services au cours du second semestre et assurer la protection de la population face à la pandémie de COVID-19 ainsi que la prise en charge des sinistrés de l'éruption volcanique de Nyiragongo. A cela s'ajoutent les dépenses sécuritaires et celles liées à l'approvisionnement des hôpitaux en produits pharmaceutiques.
- 4°. Transferts et subventions** : **1.548,5 milliards de FC**, représentant **10,1%** des dépenses du Budget général et un accroissement de **1,0%** par rapport à leur niveau initial. En dépit de la baisse de la TVA remboursable

enregistrée sous cette rubrique, une enveloppe de **167,1 milliards de FC** est intégrée dans ce collectif budgétaire pour couvrir la subvention pétrolière assurée par le Gouvernement sur le prix du carburant à la pompe.

5°. Dépenses d'investissements : 5.275,4 milliards de FC, représentant **34,4%** des dépenses du Budget général et un accroissement de **23,5%** par rapport à leur niveau initial.

Les dépenses d'investissements se déclinent comme suit :

- Investissement sur ressources propres : **2.752,2 milliards de FC**, représentant **18,0%** des dépenses du Budget général et un taux d'accroissement de **70,5%** par rapport à leur niveau initial.

Elles devront couvrir :

- ✓ les projets du Gouvernement central chiffrés à **1.019,6 milliards de FC**, soit **6,7%** des dépenses du Budget général et un taux d'accroissement de **35,5%**, justifié notamment par l'intégration des projets en cours d'exécution, non budgétisés dans la Loi initiale ;
- ✓ la contrepartie des projets d'un montant de **110,0 milliards de FC**, représentant **0,7%** du Budget général et un taux d'accroissement de **61,8%**, justifié par l'amélioration de la contrepartie gouvernementale du projet de vaccination sur financement GAVI ;
- ✓ les projets des Provinces d'un impact de **1.176,8 milliards de FC**, soit **7,7%** des dépenses du Budget général et un taux d'accroissement de **161,1%**, justifié notamment par l'intégration des projets en cours d'exécution, non budgétisés dans la loi initiale ;
- ✓ le fonds de péréquation de **445,8 milliards de FC**, soit **2,9%** des dépenses du Budget général et un taux d'accroissement de **29,8%**.
- Investissement sur ressources extérieures : **2.523,1 milliards de FC**, représentant **16,5%** des dépenses du Budget général et régressant de **5,0%** par rapport à leur niveau initial. Ce montant couvre entre autres

les dépenses réalisées depuis le début de l'année et le reste à payer sur les projets d'investissement en cours d'exécution. Elles portent aussi sur les projets envisagés au cours du second semestre de 2021 ainsi que sur les décaissements des bailleurs au titre de financement des investissements.

6°. Crédits provisionnels (dépenses exceptionnelles) : 310,0 milliards de FC, représentant **2,0%** des dépenses du Budget général avec un taux d'accroissement de **49,9%** par rapport à leur niveau initial. Cette enveloppe couvre :

- la provision pour élections de **150,0 milliards de FC** ;
- la réserve budgétaire de **85,0 milliards de FC** ;
- la réserve pour calamités et sinistres couverts d'un import de **75,0 milliards de FC**.

3.1.2.2. Dépenses des Budgets annexes

Les dépenses des budgets annexes présentées en équilibre avec les recettes correspondantes de **397,6 milliards de FC**, dégageant un accroissement de **9,6%** par rapport aux prévisions initiales chiffrées à **362,8 milliards de FC**.

3.1.2.3. Dépenses des Comptes spéciaux

Les dépenses des comptes spéciaux sont évaluées à **892,6 milliards de FC**, contre une prévision initiale de **702,6 milliards de FC**, soit un accroissement de **27,0%**.

CONCLUSION

Le projet de loi de finances rectificative de l'exercice 2021 contient un budget présenté en équilibre, en recettes et en dépenses à hauteur de **16.621,6 milliards de FC**, soit un taux d'accroissement de **13,7%** par rapport au budget initial chiffré à **14.620,5 milliards de FC**.

Ce projet de loi devra permettre au Gouvernement de mettre en œuvre son Programme d'Actions constitué de 15 piliers, 62 axes et 342 actions regroupés en quatre (4) secteurs, pour lequel il a été investi par le Parlement en date du 26 avril 2021.

Dans cette même optique, le Gouvernement entend utiliser tous les moyens requis pour poursuivre l'éradication de tous les groupes armés à l'Est du pays et assurer le bien-être de la population congolaise.

Par ailleurs, l'exécution du budget à fin juin 2021 renseigne un niveau de recettes de **6.919,3 milliards de FC** contre les dépenses de **6.117,7 milliards de FC**, soit un solde positif de **801,6 milliards de FC**.

Au regard de ce solde positif, l'effort du Gouvernement jusqu'à la fin de l'année couverte par ce collectif budgétaire devra consister à dépasser le niveau des assignations de ce collectif budgétaire, tout en assurant le respect des plafonds des dépenses.

A cet effet, l'action du Gouvernement portera notamment sur le renforcement du contrôle de la gestion des finances publiques et de la lutte contre la corruption et la fraude fiscale, ainsi que sur le respect strict de la chaîne de la dépense.

Annexes :

- Tableau des indicateurs macroéconomique 2020-2021 ;
- Tableau synthèse de projection des recettes 2021 ;
- Tableau synthèse de projection des dépenses 2021 ;
- Tableau des Modalités de calcul de la rétrocession aux régies financières et de 40% des recettes à caractère national ;
- Tableau de l'Etat de l'équilibre financier et budgétaire des projections 2020-2021.

ANNEXES

TABLEAU 1 : INDICATEURS MACROECONOMIQUES 2020-2024

| Cadrage macroéconomique | 2020 | 2021 | | 2022 | 2023 | 2024 |
|--------------------------------|-----------|------------|------------|------------|------------|------------|
| | Réalisé | Initial | Actualisé | | | |
| Taux de croissance | 1,7% | 3,2% | 4,9% | 5,6% | 6,6% | 6,8% |
| Déflateur PIB | 7,0 | 8,7 | 6,9 | 7,4 | 7,9 | 8,5 |
| Tx d'inflation moyen | 10,2% | 15,1% | 10,9% | 6,2% | 6,5% | 6,8% |
| Tx d'inflation fin période | 15,76% | 8,8% | 6,0% | 6,33% | 6,67% | 7,00% |
| Tx de croissance mine | 9,71% | 11,1% | 11,1% | 7,90% | 7,50% | 5,40% |
| Tx change moyen (FC/USD) | 1851,5 | 2 067,80 | 2006,7 | 2 085,83 | 2 179,77 | 2 285,21 |
| Tx change fin période (FC/USD) | 1971,8 | 2 013,40 | 2041,6 | 2 130,07 | 2 229,47 | 2 340,95 |
| PIB nominal en milliards FC | 90 181,05 | 111 904,00 | 106 311,04 | 119 540,82 | 134 923,84 | 155 214,23 |

TABLEAU N° 2 : PROJET DE LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE 2021 _ VOLET RECETTES

| N° | RUBRIQUES | BUDGET 2020 | | | | | | BUDGET 2021 | | | | | | | | | | |
|----------|---|--------------------|-------------|-------|---------------------|------------|--------------------|-------------|-------|------------|---------------------------------|-------------------------------|--------------|--------------------|-------------|-------|------------------|------------------|
| | | VOTE (LFR) | Struct. (%) | % PIB | REALISATIONS (TOFE) | Taux réal. | VOTE | Struct. (%) | % PIB | Taux accr. | PREVISIONS LINEAIRES AU 30 JUIN | REALISATIONS A FIN JUIN (PTR) | Tx réal. (%) | PROJET LFR 2021 | Struct. (%) | % PIB | Taux accr. /Vote | Taux accr. /2020 |
| I. | BUDGET GENERAL | 9 788 532 618 138 | 92,5 | 10,4 | 10 336 230 769 857 | 105,6 | 13 555 177 070 944 | 92,7 | 12,1 | 38,5 | 6 777 588 535 472 | 6 299 079 342 777 | 92,9 | 15 331 381 676 484 | 92,2 | 14,4 | 13,1 | 56,6 |
| I.1. | RECETTES INTERNES | 6 687 781 907 284 | 63,2 | 7,1 | 7 621 610 203 857 | 114,0 | 9 626 518 327 463 | 65,8 | 8,6 | 43,9 | 4 813 259 163 732 | 5 384 238 277 314 | 111,9 | 10 886 827 809 013 | 65,5 | 10,2 | 13,1 | 62,8 |
| I.1.1. | RECETTES COURANTES | 6 337 781 907 284 | 59,9 | 6,7 | 7 054 810 203 857 | 111,3 | 9 374 518 327 463 | 64,1 | 8,4 | 47,9 | 4 687 259 163 732 | 5 384 238 277 314 | 114,9 | 10 736 827 809 013 | 64,6 | 10,1 | 14,5 | 69,4 |
| I.1.1.1. | Recettes des Douanes et Accises | 1 873 928 288 103 | 17,7 | 2,0 | 2 026 823 304 703 | 108,2 | 2 606 726 552 756 | 17,8 | 2,3 | 39,1 | 1 303 363 276 378 | 1 303 235 996 348 | 100,0 | 2 997 735 535 669 | 18,0 | 2,8 | 15,0 | 60,0 |
| I.1.1.2. | Recettes des Impôts | 3 029 242 915 535 | 28,6 | 3,2 | 3 578 487 435 343 | 118,1 | 4 752 389 126 602 | 32,5 | 4,2 | 56,9 | 2 376 194 563 301 | 3 020 062 544 731 | 127,1 | 5 670 445 854 480 | 34,1 | 5,3 | 19,3 | 87,2 |
| I.1.1.3. | Recettes non Fiscales | 1 191 132 845 470 | 11,3 | 1,3 | 1 243 582 927 673 | 104,4 | 1 697 194 757 740 | 11,6 | 1,5 | 42,5 | 848 597 378 870 | 872 981 049 730 | 102,9 | 1 803 800 000 000 | 10,9 | 1,7 | 6,3 | 51,4 |
| 1° | DGRAD | 1 191 132 845 470 | 11,3 | 1,3 | 1 243 582 927 673 | 104,4 | 1 697 194 757 740 | 11,6 | 1,5 | 42,5 | 848 597 378 870 | 872 981 049 730 | 102,9 | 1 803 800 000 000 | 10,9 | 1,7 | 6,3 | 51,4 |
| 2° | AUTRES | 0 | 0,0 | 0,0 | 0 | 0 | 0 | 0,0 | 0,0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | | |
| a. | Bonus sur contrat chinois _ Pas de porte minier | | 0,0 | 0,0 | | | | 0,0 | 0,0 | | | | | 0,0 | 0,0 | | | |
| b. | Autres recettes | | 0,0 | 0,0 | | | | 0,0 | 0,0 | | | | | 0,0 | 0,0 | | | |
| I.1.1.4. | Recettes des Pétroliers Producteurs | 243 477 858 176 | 2,3 | 0,3 | 205 916 536 138 | 84,6 | 318 207 890 365 | 2,2 | 0,3 | 30,7 | 159 103 945 183 | 187 958 686 505 | 118,1 | 264 846 418 864 | 1,6 | 0,2 | -16,8 | 8,8 |
| 1° | DGI | 93 166 708 188 | 0,9 | 0,1 | 77 670 217 901 | 83,4 | 148 504 140 221 | 1,0 | 0,1 | 59,4 | 74 252 070 111 | 56 387 393 447 | 75,9 | 104 846 418 864 | 0,6 | 0,1 | -29,4 | 12,5 |
| 2° | DGRAD | 150 311 149 988 | 1,4 | 0,2 | 128 246 318 238 | 85,3 | 169 703 750 144 | 1,2 | 0,2 | 12,9 | 84 851 875 072 | 131 571 293 058 | 155,1 | 160 000 000 000 | 1,0 | 0,2 | -5,7 | 6,4 |
| I.1.2. | RECETTES EXCEPTIONNELLES | 350 000 000 000 | 3,3 | 0,4 | 566 800 000 000 | 161,9 | 252 000 000 000 | 1,7 | 0,2 | -28,0 | 126 000 000 000 | 0 | 0,0 | 150 000 000 000 | 0,9 | 0,1 | -40,5 | -57,1 |
| I.1.2.1. | Dons et legs intérieurs courants | | 0,0 | 0,0 | | | | 0,0 | 0,0 | | | | | 0,0 | 0,0 | | | |
| I.1.2.2. | Dons et legs intérieurs projets | | 0,0 | 0,0 | | | | 0,0 | 0,0 | | | | | 0,0 | 0,0 | | | |
| I.1.2.3. | Remboursement de prêts et avances | | 0,0 | 0,0 | | | | 0,0 | 0,0 | | | | | 0,0 | 0,0 | | | |
| I.1.2.4. | Produits des emprunts intérieurs | 350 000 000 000 | 3,3 | 0,4 | 566 800 000 000 | 161,9 | 252 000 000 000 | 1,7 | 0,2 | -28,0 | 126 000 000 000 | 0 | 0,0 | 150 000 000 000 | 0,9 | 0,1 | -40,5 | -57,1 |
| I.2. | RECETTES EXTERIEURES | 3 100 750 710 854 | 29,3 | 3,3 | 2 714 620 565 999 | 87,5 | 3 928 658 743 481 | 26,9 | 3,5 | 26,7 | 1 964 329 371 741 | 914 841 065 463 | 46,6 | 4 444 553 867 471 | 26,7 | 4,2 | 13,1 | 43,3 |
| I.2.1. | RECETTES D'APPUI BUDGETAIRES | 1 064 248 634 498 | 10,1 | 1,1 | 753 246 974 153 | 70,8 | 1 271 697 000 000 | 8,7 | 1,1 | 19,5 | 635 848 500 000 | 225 855 000 000 | 35,5 | 1 921 415 250 000 | 11,6 | 1,8 | 51,1 | 80,5 |
| I.2.1.1. | Emprunt Programme | 673 049 580 000 | 6,4 | 0,7 | 753 246 974 153 | 111,9 | 325 678 500 000 | 2,2 | 0,3 | -51,6 | 162 839 250 000 | 26 000 000 000 | 16,0 | 1 003 350 000 000 | 6,0 | 0,9 | 208,1 | 49,1 |
| I.2.1.2. | Dons Budgetaires | 391 199 054 498 | 3,7 | 0,4 | 0 | 0,0 | 946 018 500 000 | 6,5 | 0,8 | 141,8 | 473 009 250 000 | 199 855 000 000 | 42,3 | 918 065 250 000 | 5,5 | 0,9 | -3,0 | 134,7 |
| I.2.1.3. | Allocation DTS | 0 | 0,0 | 0,0 | 0 | 0 | 0 | 0,0 | 0,0 | | 0 | 0 | 0 | 0 | 0,0 | 0,0 | | |
| I.2.2. | Recettes de Financement des Investissements | 2 036 502 076 356 | 19,3 | 2,2 | 1 961 373 591 847 | 96,3 | 2 656 961 743 481 | 18,2 | 2,4 | 30,5 | 1 328 480 871 741 | 688 986 065 463 | 51,9 | 2 523 138 617 471 | 15,2 | 2,4 | -5,0 | 23,9 |
| I.2.2.1. | Dons Projets | 1 734 248 544 070 | 16,4 | 1,8 | 1 621 549 461 987 | 93,5 | 2 063 750 465 131 | 14,1 | 1,8 | 19,0 | 1 031 875 232 566 | 419 894 539 481 | 40,7 | 1 576 127 387 464 | 9,5 | 1,5 | -23,6 | -9,1 |
| I.2.2.2. | Emprunts Projets | 302 253 532 286 | 2,9 | 0,3 | 339 824 129 860 | 112,4 | 593 211 278 350 | 4,1 | 0,5 | 96,3 | 296 605 639 175 | 269 091 525 982 | 90,7 | 947 011 230 007 | 5,7 | 0,9 | 59,6 | 213,3 |
| a) | Bilatéraux et Multilatéraux | 116 993 532 286 | 1,1 | 0,1 | 339 824 129 860 | 290,5 | 593 211 278 350 | 4,1 | 0,5 | 407,0 | 296 605 639 175 | 269 091 525 982 | 90,7 | 947 011 230 007 | 5,7 | 0,9 | 59,6 | 709,5 |
| b) | Emprunts obligataires | 185 260 000 000 | 1,8 | 0,2 | 0 | 0,0 | 0 | 0,0 | 0,0 | -100,0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0,0 | 0,0 | | |
| c) | Consommation financière Exim Bank | 0 | 0,0 | 0,0 | 0 | 0 | 0 | 0,0 | 0,0 | | 0 | 0 | 0 | 0 | 0,0 | 0,0 | | |
| d) | Partenariat financier / Exim Bank _ AfreximBank | 0 | 0,0 | 0,0 | 0 | 0 | 0 | 0,0 | 0,0 | | 0 | 0 | 0 | 0 | 0,0 | 0,0 | | |
| II. | BUDGETS ANNEXES | 205 156 817 237 | 1,9 | 0,2 | 315 625 872 672 | 153,8 | 362 790 025 104 | 2,5 | 0,3 | 76,8 | 181 395 012 552 | 198 819 663 244 | 109,6 | 397 639 326 487 | 2,4 | 0,4 | 9,6 | 93,8 |
| III. | COMPTES SPECIAUX | 585 391 634 667 | 5,5 | 0,6 | 565 677 695 461 | 96,6 | 702 557 084 826 | 4,8 | 0,6 | 20,0 | 351 278 542 413 | 421 447 817 050 | 120,0 | 892 557 305 872 | 5,4 | 0,8 | 27,0 | 52,5 |
| III.1. | Fonds National d'Entretien Routier (FONER) | 123 795 753 839 | 1,2 | 0,1 | | | 234 241 326 811 | 1,6 | 0,2 | 89,2 | 117 120 663 406 | 118 259 593 007 | 101,0 | 242 432 165 652 | 1,5 | 0,2 | 3,5 | 95,8 |
| III.2. | Fonds de Promotion de l'Industrie (FPI) | 331 825 580 152 | 3,1 | 0,4 | | | 259 745 857 061 | 1,8 | 0,2 | -21,7 | 129 872 928 531 | 201 043 594 587 | 154,8 | 462 693 188 245 | 2,8 | 0,4 | 78,1 | 39,4 |
| III.3. | Régie des Voies Aériennes (RVA) / (Go-Pass) | 21 921 364 368 | 0,2 | 0,0 | | | 65 047 116 202 | 0,4 | 0,1 | 196,7 | 32 623 558 101 | 16 691 459 815 | 51,3 | 33 728 779 533 | 0,2 | 0,0 | -48,1 | 53,9 |
| III.4. | Fonds de Promotion de l'Education (FPEN) | 2 743 519 572 | 0,0 | 0,0 | | | 5 828 515 120 | 0,0 | 0,0 | 112,4 | 2 914 257 560 | 2 358 740 242 | 80,9 | 4 717 480 484 | 0,0 | 0,0 | -19,1 | 71,9 |
| III.5. | Fonds de Promotion Culturelle (FPC) | 8 306 725 909 | 0,1 | 0,0 | | | 20 423 371 651 | 0,1 | 0,0 | 145,9 | 10 211 685 825 | 3 760 175 799 | 36,8 | 6 198 194 311 | 0,0 | 0,0 | -69,7 | -25,4 |
| III.6. | Fonds de Contrepartie | 5 007 401 685 | 0,0 | 0,0 | | | 10 021 738 584 | 0,1 | 0,0 | 100,1 | 5 010 869 292 | 0 | 0 | 0 | 0,0 | 0,0 | -100,0 | -100,0 |
| III.7. | Office des Petites et Moyennes Entreprises (OPEC) | 582 714 000 | 0,0 | 0,0 | | | 600 000 000 | 0,0 | 0,0 | 3,0 | 300 000 000 | 0 | 0 | 0 | 0,0 | 0,0 | -100,0 | -100,0 |
| III.8. | Fonds Forestier National (FFN) | 8 383 748 851 | 0,1 | 0,0 | | | 5 773 200 379 | 0,0 | 0,0 | -31,1 | 2 886 600 190 | 3 296 965 682 | 114,2 | 10 958 828 637 | 0,1 | 0,0 | 89,8 | 30,7 |
| III.9. | Cadastre Minier (CAMI) | 17 514 505 015 | 0,2 | 0,0 | | | 23 918 932 047 | 0,2 | 0,0 | 36,6 | 11 959 466 024 | 23 884 335 207 | 199,7 | 25 078 551 978 | 0,2 | 0,0 | 4,8 | 43,2 |
| III.10. | Fonds de Promotion du Tourisme (FPT) | 868 591 506 | 0,0 | 0,0 | | | 16 023 738 423 | 0,1 | 0,0 | 1 744,8 | 8 011 869 212 | 4 888 423 198 | 61,0 | 12 221 057 995 | 0,1 | 0,0 | -23,7 | 1 307,0 |
| III.11. | Fonds Minier des Générations Futures (FOMIN) | 54 441 729 771 | 0,5 | 0,1 | | | 60 933 288 548 | 0,4 | 0,1 | 11,9 | 30 466 644 274 | 47 264 529 519 | 155,1 | 94 529 059 037 | 0,6 | 0,1 | 55,1 | 73,6 |
| III.12. | Fonds National de Solidarité contre le COVID-19 (FNSSC) | 10 000 000 000 | 0,1 | 0,0 | | | 0 | 0,0 | 0,0 | | 0 | 0 | 0 | 0 | 0,0 | 0,0 | | |
| | TOTAL RECETTES / FC | 10 579 081 070 042 | 100,0 | 11,2 | 11 217 534 337 990 | 106,0 | 14 620 524 180 874 | 100,0 | 13,1 | 38,2 | 7 310 262 090 437 | 6 919 346 823 070 | 94,7 | 16 621 578 308 843 | 100,0 | 15,6 | 13,7 | 57,1 |
| | TOTAL RECETTES / S US | 5 713 669 566 | | | 6 058 492 617 | | 7 070 569 775 | | | | 3 642 922 701 | 3 448 117 906 | 94,7 | 8 283 030 648 | | | | |
| | Recettes courantes en \$ US | 3 422 980 820 | | | 3 810 241 560 | | 4 533 571 103 | | | | 2 335 801 726 | 2 683 127 308 | 114,9 | 5 350 483 098 | | | | |
| | Recettes Internes en \$ US | 3 612 012 773 | | | 4 116 365 304 | | 4 655 439 756 | | | | 2 398 591 303 | 2 683 127 308 | 111,9 | 5 425 232 594 | | | | |
| | Budget Général en \$ US | 5 286 701 231 | | | 5 582 508 234 | | 6 555 361 771 | | | | 3 377 475 503 | 3 139 020 031 | 92,9 | 7 640 086 997 | | | | |
| | Recettes extérieures en \$ US | 1 674 688 458 | | | 1 466 142 929 | | 1 899 922 015 | | | | 978 884 200 | 455 892 722 | 46,6 | 2 214 854 403 | | | | |

TABLEAU N° 3 : PROJET DE LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE 2021 - VOLET DEPENSES

| RUBRIQUES | BUDGET 2020 | | | | | | | BUDGET 2021 | | | | | | | | | | | | |
|--|--------------------------|-------------|--------------------------|--------------|---------------------------|-------------|-------------|----------------|---------------------------------|----------------------------|--------------|-------------|---------------------------|-------------|--------------|-------------|------|---------------------|----------------|----------------|
| | LFRR | Struct (%) | EXECUTION (TOFE) | Taux Exc. | VOTE 2021 | Struct (%) | % PIB | Taux Accr. | PREVISIONS LINEAIRES AU 30 JUIN | EXECUTION A FIN JUIN (ESS) | Taux Exc. | % RC | PROJET LFR 2021 | Struct (%) | % BG | % PIB | % RC | Taux Accr / LF 2021 | Taux Accr/2020 | |
| A. BUDGET GENERAL | 9 788 532 618 138 | 92,5 | 9 965 074 000 000 | 101,8 | 13 555 177 070 944 | 92,7 | 12,1 | 38,5 | 6 777 588 535 472 | 5 497 461 910 617 | 81,1 | | 15 331 381 676 484 | 92,2 | 100,0 | 14,4 | | 13,1 | 56,6 | |
| <i>dont celles sur ressources internes</i> | 7 752 030 541 782 | 73,3 | 8 003 701 000 000 | 103,2 | 10 898 215 327 463 | 74,5 | 9,7 | 41,5 | 5 449 107 663 731 | 4 808 475 845 154 | 88,2 | | 12 808 243 059 013 | 77,1 | 83,5 | 12,0 | | 17,5 | 65,2 | |
| I. DETTE PUBLIQUE ET FRAIS FINANCIERS | 440 549 344 199 | 4,2 | 544 376 000 000 | 123,6 | 914 714 113 538 | 6,3 | 0,8 | 107,6 | 457 357 056 769 | 659 403 352 810 | 144,2 | 12,2 | 1 040 967 329 325 | 6,3 | 6,8 | 1,0 | | 9,7 | 13,8 | |
| 1.1. Dette publique | 408 578 013 146 | 3,9 | 518 281 000 000 | 126,8 | 645 048 605 813 | 4,4 | 0,6 | 57,9 | 322 524 302 907 | 592 739 926 549 | 183,8 | 11,0 | 771 301 821 600 | 4,6 | 5,0 | 0,7 | | 7,2 | 19,6 | |
| 1.1.1. Dette Intérieure | 295 863 720 266 | 2,8 | 302 738 000 000 | 102,3 | 231 065 333 764 | 1,6 | 0,2 | -21,0 | 115 532 666 882 | 228 061 734 904 | 197,4 | 4,2 | 359 852 169 600 | 2,2 | 2,3 | 0,3 | 3,4 | 55,7 | 21,6 | |
| 1.1.2. Dette Extérieure (Principal) | 112 714 292 880 | 1,1 | 215 543 000 000 | 191,2 | 413 983 272 049 | 2,8 | 0,4 | 265,0 | 206 991 636 025 | 364 678 191 645 | 176,2 | 6,8 | 411 449 652 000 | 2,5 | 2,7 | 0,4 | 3,8 | -0,6 | 265,0 | |
| 1.2. Frais financiers | 31 971 331 053 | 0,3 | 26 095 000 000 | 81,6 | 269 665 507 725 | 1,8 | 0,2 | 743,5 | 134 832 753 863 | 66 663 426 261 | 49,4 | 1,2 | 269 665 507 725 | 1,6 | 1,8 | 0,3 | | 2,5 | 0,0 | |
| 1.2.1. Intérieurs | 15 168 809 652 | 0,1 | 4 000 000 000 | 26,4 | 150 648 918 218 | 1,0 | 0,1 | 897,5 | 75 324 459 109 | 13 800 899 098 | 18,3 | 0,3 | 151 304 635 725 | 0,9 | 1,0 | 0,1 | 1,4 | 0,4 | 897,5 | |
| 1.2.2. Extérieurs | 16 802 521 401 | 0,2 | 22 095 000 000 | 131,5 | 119 016 589 507 | 0,8 | 0,1 | 604,4 | 59 508 294 754 | 52 862 527 163 | 88,8 | 1,0 | 118 360 872 000 | 0,7 | 0,8 | 0,1 | 1,1 | -0,6 | 604,4 | |
| II. DÉPENSES DE PERSONNEL (RÉMUNÉRATIONS) | 4 748 000 000 000 | 44,9 | 4 758 328 000 000 | 100,2 | 5 193 257 065 188 | 35,5 | 4,6 | 9,4 | 2 596 628 532 594 | 2 557 827 312 121 | 98,5 | 47,5 | 5 284 553 938 322 | 31,8 | 34,5 | 5,0 | | 49,2 | 1,8 | 11,3 |
| 2.1. Pouvoir Central | 3 137 013 461 276 | 29,7 | 4 758 328 000 000 | 151,7 | 3 247 545 549 526 | 22,2 | 2,9 | 3,5 | 1 623 772 774 763 | 1 495 730 818 915 | 92,1 | 27,8 | 3 287 500 538 770 | 19,8 | 21,4 | 3,1 | | 30,6 | 1,2 | 4,8 |
| 2.2. Provinces | 1 610 986 538 724 | 15,2 | | 0,0 | 1 945 711 515 662 | 13,3 | 1,7 | 20,8 | 972 855 577 831 | 1 062 096 493 206 | 109,2 | 19,7 | 1 997 053 399 552 | 12,0 | 13,0 | 1,9 | | 18,6 | 2,6 | 24,0 |
| III. BIENS, MATÉRIELS ET PRESTATIONS (FONCT.) | 1 244 214 819 078 | 11,8 | 1 610 796 000 000 | 129,5 | 1 435 951 286 884 | 9,8 | 1,3 | 15,4 | 717 975 643 442 | 1 097 614 750 837 | 152,9 | 20,4 | 1 872 003 410 324 | 11,3 | 12,2 | 1,8 | | 17,4 | 30,4 | 50,5 |
| 3.1. Institutions | 489 871 924 599 | 4,6 | 581 542 000 000 | 118,7 | 589 097 176 560 | 4,0 | 0,5 | 20,3 | 294 548 588 280 | 511 660 933 690 | 173,7 | 9,5 | 796 596 000 000 | 4,8 | 5,2 | 0,7 | | 7,4 | 35,2 | 62,6 |
| 3.2. Ministères | 585 800 000 000 | 5,5 | 809 846 000 000 | 138,2 | 656 401 700 000 | 4,5 | 0,6 | 12,1 | 328 200 000 000 | 472 949 355 081 | 144,1 | 8,8 | 884 955 000 000 | 5,3 | 5,8 | 0,8 | | 8,2 | 34,8 | 51,1 |
| 3.2.1. Fonctionnement des Ministères | 580 800 000 000 | 5,5 | 809 846 000 000 | 139,4 | 633 300 000 000 | 4,3 | 0,6 | 9,0 | 316 650 000 000 | 471 533 382 663 | 148,9 | 8,8 | 854 955 000 000 | 5,1 | 5,6 | 0,8 | 8,0 | 35,0 | 47,2 | |
| 3.2.2. Financement des réformes | 5 000 000 000 | 0,0 | | 0,0 | 23 101 700 000 | 0,2 | 0,0 | 362,0 | 11 550 850 000 | 1 415 972 418 | 12,3 | 0,0 | 30 000 000 000 | 0,2 | 0,2 | 0,0 | 0,3 | 29,9 | 500,0 | |
| 3.3. Subvention aux Services Déconcentrés | 5 000 000 000 | 0,0 | 0 | 0,0 | 17 500 000 000 | 0,1 | 0,0 | 250,0 | 8 750 000 000 | 0 | 0,0 | 0 | 0,1 | 0,1 | 0,0 | 0,0 | | 0,2 | 0,0 | 250,0 |
| 3.4. Charges communes | 163 542 894 479 | 1,5 | 219 408 000 000 | 134,2 | 172 952 410 324 | 1,2 | 0,2 | 5,8 | 86 476 205 162 | 113 004 462 066 | 130,7 | 2,1 | 172 952 410 324 | 1,0 | 1,1 | 0,2 | | 1,6 | 0,0 | 5,8 |
| IV. TRANSFERTS ET SUBVENTIONS | 810 050 643 311 | 7,7 | 741 631 000 000 | 91,6 | 1 533 133 990 280 | 10,5 | 1,4 | 89,3 | 766 566 995 140 | 394 380 786 325 | 51,4 | 7,3 | 1 548 480 617 193 | 9,3 | 10,1 | 1,5 | | 14,4 | 1,0 | 91,2 |
| 4.1. Retrocession aux Régies financières | 348 164 541 736 | 3,3 | 383 341 000 000 | 110,1 | 514 294 408 316 | 3,5 | 0,5 | 47,7 | 257 147 204 158 | 214 899 622 085 | 83,6 | 4,0 | 605 017 782 776 | 3,6 | 3,9 | 0,6 | 5,6 | 17,6 | 73,8 | |
| 4.2. Transfert aux Provinces et ETD (Fonctionnement) | 312 000 000 000 | 2,9 | 79 328 000 000 | 25,4 | 351 000 000 000 | 2,4 | 0,3 | 12,5 | 175 500 000 000 | 111 012 123 108 | 63,3 | 2,1 | 392 278 346 341 | 2,4 | 2,6 | 0,4 | 3,7 | 11,8 | 25,7 | |
| 4.3. Interventions économiques, soc., cult. et scient. | 101 729 727 114 | 1,0 | 261 973 000 000 | 257,5 | 124 700 000 000 | 0,9 | 0,1 | 22,6 | 62 350 000 000 | 63 380 261 668 | 101,7 | 1,2 | 297 236 200 000 | 1,8 | 1,9 | 0,3 | 2,8 | 138,4 | 192,2 | |
| 4.4. Organismes Auxiliaires (y compris Services ex BPO) | 18 310 314 611 | 0,2 | 16 781 000 000 | 91,6 | 62 301 035 000 | 0,4 | 0,1 | 240,3 | 31 150 517 500 | 5 088 779 464 | 16,3 | 0,1 | 62 301 035 000 | 0,4 | 0,4 | 0,1 | | 0,6 | 0,0 | 240,3 |
| 4.4.1. Fonctionnement des Organismes Auxiliaires | 9 155 157 306 | 0,1 | 8 390 500 000 | 91,6 | 38 301 035 000 | 0,3 | 0,0 | 318,4 | 19 150 517 500 | 3 514 159 619 | 18,4 | 0,1 | 38 301 035 000 | 0,2 | 0,2 | 0,0 | 0,4 | 0,0 | 318,4 | |
| 4.4.2. Fonctionnement des Services ex-BPO | 9 155 157 306 | 0,1 | 8 390 500 000 | 91,6 | 24 000 000 000 | 0,2 | 0,0 | 162,1 | 12 000 000 000 | 1 574 619 845 | 13,1 | 0,0 | 24 000 000 000 | 0,1 | 0,2 | 0,0 | 0,2 | 0,0 | 162,1 | |
| 4.5. Bourses d'études | 1 000 000 000 | 0,0 | 210 000 000 | 21,0 | 8 221 518 450 | 0,1 | 0,0 | 722,2 | 4 110 759 225 | 0 | 0,0 | 0,0 | 11 221 518 450 | 0,1 | 0,1 | 0,0 | | 0,1 | 36,5 | 1 022,2 |
| 4.6. TVA remboursable | 28 846 059 849 | 0,3 | 0 | 0,0 | 467 617 028 514 | 3,2 | 0,4 | 1 521,1 | 233 808 514 237 | 0 | 0,0 | 0 | 175 425 734 626 | 1,1 | 1,1 | 0,2 | | 1,6 | -62,5 | 508,1 |
| 4.7. Mise à la retraite | 0 | 0,0 | 0 | 0,0 | 5 000 000 000 | 0,0 | 0,0 | 0 | 2 500 000 000 | 0 | 0,0 | 0 | 5 000 000 000 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | | 0,0 | 0,0 | |
| V. DÉPENSES D'INVESTISSEMENTS | 2 445 717 811 550 | 23,1 | 2 212 324 000 000 | 90,5 | 4 271 320 615 054 | 29,2 | 3,8 | 74,6 | 2 135 660 307 527 | 767 260 524 362 | 35,9 | 14,3 | 5 275 376 381 321 | 31,7 | 34,4 | 5,0 | | 49,1 | 23,5 | 115,7 |
| 5.1. Investissements sur ressources propres | 409 215 735 194 | 3,9 | 250 951 000 000 | 61,3 | 1 614 358 871 573 | 11,0 | 1,4 | 294,5 | 807 179 435 787 | 78 274 458 899 | 9,7 | 1,5 | 2 752 237 763 850 | 16,6 | 18,0 | 2,6 | | 25,6 | 70,5 | 572,6 |
| 5.1.1. Projets Gouvernement central | 160 000 000 000 | 1,5 | 128 448 000 000 | 80,3 | 752 218 436 007 | 5,1 | 0,7 | 370,1 | 376 109 218 003 | 56 678 953 949 | 15,1 | 1,1 | 1 019 631 876 714 | 6,1 | 6,7 | 1,0 | 9,5 | 35,5 | 537,3 | |
| 5.1.2. Contrepartie des projets | 15 000 000 000 | 0,1 | | 0,0 | 68 000 000 000 | 0,5 | 0,1 | 353,3 | 34 000 000 000 | 17 899 020 000 | 52,6 | 0,3 | 110 000 000 000 | 0,7 | 0,7 | 0,1 | 1,0 | 61,8 | 633,3 | |
| 5.1.3. Projets des Provinces | 131 969 278 720 | 1,2 | 122 503 000 000 | 92,8 | 450 712 440 985 | 3,1 | 0,4 | 241,5 | 225 356 220 493 | 3 696 484 950 | 1,6 | 0,1 | 1 176 835 039 022 | 7,1 | 7,7 | 1,1 | 11,0 | 161,1 | 791,7 | |
| 5.1.4. Fonds de péréquation | 102 246 456 474 | 1,0 | | 0,0 | 343 427 994 581 | 2,3 | 0,3 | 235,9 | 171 713 997 290 | | 0,0 | 0,0 | 445 770 848 114 | 2,7 | 2,9 | 0,4 | 4,2 | 29,8 | 336,0 | |
| 5.3. Investissements sur ressources extérieures | 2 036 502 076 356 | 19,3 | 1 961 373 000 000 | 96,3 | 2 656 961 743 481 | 18,2 | 2,4 | 30,5 | 1 328 480 871 741 | 688 986 065 463 | 51,9 | | 2 523 138 617 471 | 15,2 | 16,5 | 2,4 | | -5,0 | 23,9 | |
| 5.3.1. Autres bailleurs | 2 036 502 076 356 | 19,3 | 1 961 373 000 000 | 96,3 | 2 656 961 743 481 | 18,2 | 2,4 | 30,5 | 1 328 480 871 741 | 688 986 065 463 | 51,9 | | 2 523 138 617 471 | 15,2 | 16,5 | 2,4 | | -5,0 | 23,9 | |
| VI. DÉPENSES EXCEPTIONNELLES | 100 000 000 000 | 0,9 | 97 619 000 000 | 97,6 | 206 800 000 000 | 1,4 | 0,2 | 106,8 | 103 400 000 000 | 20 975 184 161 | 20,3 | 0,4 | 310 000 000 000 | 1,9 | 2,0 | 0,3 | | 2,9 | 49,9 | 210,0 |
| 6.1. Dépenses except. sur ressources propres | 100 000 000 000 | 0,9 | 97 619 000 000 | 97,6 | 206 800 000 000 | 1,4 | 0,2 | 106,8 | 103 400 000 000 | 20 975 184 161 | < | | | | | | | | | |

TABLEAU N° 4 : PROJET DE LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE 2021 : MODALITÉS DE CALCUL

| RUBRIQUES | BUDGET 2021 | |
|--|-----------------------------|------------------------------|
| | VOTE | AVANT-PROJET LFR 2021 |
| 1. Recettes courantes | 9 374 518 327 463 FC | 10 736 827 809 013 FC |
| - DGDA | 2 606 726 552 756 FC | 2 997 735 535 669 FC |
| - DGI | 4 752 389 126 602 FC | 5 670 445 854 480 FC |
| - DGRAD | 1 697 194 757 740 FC | 1 803 800 000 000 FC |
| - Pétroliers | 318 207 890 365 FC | 264 846 418 864 FC |
| 2. TVA remboursable | 467 617 028 514 FC | 175 425 734 626 FC |
| - DGDA | 163 958 255 472 FC | 54 652 751 824 FC |
| - DGI | 303 658 773 042 FC | 120 772 982 802 FC |
| 3. Recettes courantes après déduction TVA | 8 906 901 298 949 FC | 10 561 402 074 387 FC |
| - DGDA | 2 442 768 297 284 FC | 2 943 082 783 845 FC |
| - DGI | 4 448 730 353 561 FC | 5 549 672 871 678 FC |
| - DGRAD | 1 697 194 757 740 FC | 1 803 800 000 000 FC |
| - Pétroliers | 318 207 890 365 FC | 264 846 418 864 FC |
| 4. Rétrocession Régies | 514 294 408 316 FC | 605 017 782 776 FC |
| - DGDA | 122 138 414 864 FC | 147 154 139 192 FC |
| - DGI | 222 436 517 678 FC | 277 483 643 584 FC |
| - DGRAD | 169 719 475 774 FC | 180 380 000 000 FC |
| 5. Recettes Courantes - Rétro Régies | 8 392 606 890 633 FC | 9 956 384 291 611 FC |
| - DGDA | 2 320 629 882 420 FC | 2 795 928 644 653 FC |
| - DGI | 4 226 293 835 882 FC | 5 272 189 228 094 FC |
| - DGRAD | 1 527 475 281 966 FC | 1 623 420 000 000 FC |
| - Pétroliers | 318 207 890 365 FC | 264 846 418 864 FC |
| 6. Dette Publique, Frais financiers et Redevances minières | 1 524 046 999 015 FC | 1 775 767 329 325 FC |
| - Dette Publique & Frais financiers | 914 714 113 538 FC | 1 040 967 329 325 FC |
| - 50% Redevances minières | 609 332 885 477 FC | 734 800 000 000 FC |
| 7. Recettes Courantes après déduction Dette publique & Frais financiers | 6 868 559 891 618 FC | 8 915 416 962 286 FC |
| - DGDA | 2 015 725 177 907 FC | 2 448 939 534 878 FC |
| - DGI | 3 921 389 131 370 FC | 4 925 200 118 319 FC |
| - DGRAD | 613 237 691 976 FC | 1 276 430 890 225 FC |
| - Pétroliers | 318 207 890 365 FC | 264 846 418 864 FC |
| 8. Transfert (40%) | 2 747 423 956 647 FC | 3 566 166 784 914 FC |
| - DGDA | 806 290 071 163 FC | 979 575 813 951 FC |
| - DGI | 1 568 555 652 548 FC | 1 970 080 047 328 FC |
| - DGRAD | 245 295 076 791 FC | 510 572 356 090 FC |
| - Pétroliers | 127 283 156 146 FC | 105 938 567 546 FC |
| 9. Répartition Transfert Provinces | 2 747 423 956 647 FC | 3 566 166 784 914 FC |
| - Rémunérations | 1 945 711 515 662 FC | 1 997 053 399 552 FC |
| - Fonctionnement | 351 000 000 000 FC | 392 278 346 341 FC |
| - Investissement | 450 712 440 985 FC | 1 176 835 039 022 FC |
| 11. Fonds de péréquation (10% Recettes courantes après déduction) | 686 855 989 162 FC | 891 541 696 229 FC |
| - dont 50% pour la couverture des charges non transférées en provinces | 343 427 994 581 FC | 445 770 848 114 FC |
| - et 50% pour le compte des provinces | 343 427 994 581 FC | 445 770 848 114 FC |
| 12. Reste à répartir (Pouvoir central) | 3 434 279 945 809 FC | 4 457 708 481 143 FC |

TABLEAU N° 5 : ETAT DE L'EQUILIBRE FINANCIER ET BUDGETAIRE / PROJET DE LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE 2021 (En FC)

| N° | SOURCES DE FINANCEMENT | BUDGET 2021 | | RUBRIQUES À FINANCER | BUDGET 2021 | |
|-------------|--|---------------------------|---------------------------|--|---------------------------|---------------------------|
| | | VOTE | PROJET LFR | | VOTE | PROJET LFR |
| A | POUVOIR CENTRAL | 13 555 177 070 944 | 15 331 381 676 484 | | 13 555 177 070 944 | 15 331 381 676 484 |
| 1 | Ressources Propres | 10 898 215 327 463 | 12 808 243 059 013 | Dépenses sur Ressources Propres | 10 898 215 327 463 | 12 808 243 059 013 |
| 1.1. | Ressources propres affectées à la consommation et aux investissements | 8 150 791 370 816 | 9 242 076 274 099 | Dépenses du Pouvoir central | 7 807 363 376 235 | 8 796 305 425 984 |
| 1.1.1. | Recettes courantes après retenue de 40% | 6 627 094 370 816 | 7 170 661 024 099 | Dépenses courantes | 6 780 344 940 228 | 7 356 673 549 271 |
| 1.1.2. | Recettes exceptionnelles | 252 000 000 000 | 150 000 000 000 | - Dette Intérieure | 231 065 333 764 | 359 852 169 600 |
| 1.1.3. | Dons budgétaires | 946 018 500 000 | 918 065 250 000 | - Dette et frais financiers extérieurs | 532 999 861 556 | 529 810 524 000 |
| 1.1.4. | Ressources Allègements IADM | 0 | 0 | - Frais Financiers intérieurs | 150 648 918 218 | 151 304 635 725 |
| 1.1.5. | Emprunt Programme | 325 678 500 000 | 1 003 350 000 000 | - Rémunérations | 3 247 545 549 526 | 3 287 500 538 770 |
| | | | | - Fonctionnement des Institutions | 589 097 176 560 | 796 596 000 000 |
| | | | | - Fonctionnement des Ministères | 633 300 000 000 | 854 955 000 000 |
| | | | | - Financement des réformes | 23 101 700 000 | 30 000 000 000 |
| | | | | - Subvention aux Services Déconcentrés | 17 500 000 000 | 17 500 000 000 |
| | | | | - Dépenses Communes | 172 952 410 324 | 172 952 410 324 |
| | | | | - Rétrocession aux Régies Financières | 514 294 408 316 | 605 017 782 776 |
| | | | | - Interventions Économiques | 124 700 000 000 | 297 236 200 000 |
| | | | | - Fonctionnement des Organismes Auxiliaires | 38 301 035 000 | 38 301 035 000 |
| | | | | - Fonctionnement des Services ex-BPO | 24 000 000 000 | 24 000 000 000 |
| | | | | - Bourses d'études | 8 221 518 450 | 11 221 518 450 |
| | | | | - TVA Remboursable | 467 617 028 514 | 175 425 734 626 |
| | | | | - Mise à la retraite | 5 000 000 000 | 5 000 000 000 |
| | | | | Dépenses d'investissement et exceptionnelles | 1 027 018 436 007 | 1 439 631 876 714 |
| | | | | - Projets invest. Ress. Propres | 752 218 436 007 | 1 019 631 876 714 |
| | | | | - Contrepartie des projets | 68 000 000 000 | 110 000 000 000 |
| | | | | - Dépenses Except. sur Ressources Propres | 206 800 000 000 | 310 000 000 000 |
| 1.2. | Retenue de 40% | 2 747 423 956 647 | 3 566 166 784 914 | Transfert aux Provinces et ETD (40%) | 3 090 851 951 228 | 4 011 937 633 029 |
| | | | | - Rémunérations | 1 945 711 515 662 | 1 997 053 399 552 |
| | | | | - Fonctionnement | 351 000 000 000 | 392 278 346 341 |
| | | | | - Investissement Provinces | 450 712 440 985 | 1 176 835 039 022 |
| | | | | - Fonds de péréquation | 343 427 994 581 | 445 770 848 114 |
| 2 | Ressources Extérieures | 2 656 961 743 481 | 2 523 138 617 471 | Dépenses financées sur Allocation DTS | 0 | 0 |
| 2.1. | Allocation DTS | 0 | 0 | Dépenses financées sur Allocation DTS | | |
| | | | | - Projets invest. Ress. Propres | 0 | 0 |
| | | | | - Dépenses Except. sur Ressources Propres | 0 | 0 |
| | | | | - Fonctionnement | 0 | 0 |
| 2.2. | Recettes extérieures de financement des investissements | 2 656 961 743 481 | 2 523 138 617 471 | Dépenses sur Ress. de financement des invest. | 2 656 961 743 481 | 2 523 138 617 471 |
| | | | | - Invest. Ress. Extérieures / Autres bailleurs | 2 656 961 743 481 | 2 523 138 617 471 |
| | | | | - Dépenses Except. sur Ressources Extérieures | 0 | 0 |
| C | BUDGETS ANNEXES | 362 790 025 104 | 397 639 326 487 | BUDGETS ANNEXES | 362 790 025 104 | 397 639 326 487 |
| D | COMPTES SPECIAUX | 702 557 084 826 | 892 557 305 872 | COMPTES SPECIAUX | 702 557 084 826 | 892 557 305 872 |
| | Total général | 14 620 524 180 874 | 16 621 578 308 843 | | 14 620 524 180 874 | 16 621 578 308 843 |
| | Solde | | | | 0 | 0 |